

Міністерство освіти і науки України
Львівський національний університет імені Івана Франка
Факультет міжнародних відносин
Кафедра іноземних мов



Серія. Міжнародні відносини Випуск 7.

Рабош Г.М.

ЛЕКСИКА ФРАНЦУЗЬКОЇ МОВИ

Методичні вказівки для студентів факультету міжнародних відносин
(спеціальність: міжнародні економічні відносини та міжнародне право)

Рабош Г.М.

ЛЕКСИКА ФРАНЦУЗЬКОЇ МОВИ

Методичні вказівки для студентів факультету міжнародних відносин
(спеціальність: міжнародні відносини та міжнародне право)

Львів – 2005

Друкується за ухвалою Вченої Ради факультету міжнародних відносин.
Протокол № 4 від 21.02.2005

Рабош Г.М. Лексика французької мови. Методичні вказівки для студентів факультету міжнародних відносин. – Львів, 2005. – 42с.

Методичні вказівки призначені для студентів факультету міжнародних відносин зі спеціальністю: міжнародне право та міжнародні відносини. Написання даної методички викликано необхідністю полегшити засвоєння політичної і правової лексики. З цією метою подаються вправи для перекладу. Особлива увага концентрується на перекладі з української мови на французьку. Численні словосполучення повинні стати ключовими для побудови речень. В такий спосіб, значна увага приділяється опрацюванню фахової лексики, набуттю навичок усного та письмового мовлення, а також вмінню на практиці використовувати набуті знання.

В даних методичних вказівках використано матеріали з французької преси та оригінальної літератури.

LEÇON 1

LA SÉCURITÉ EN EUROPE

Le traité européen dote l'Union d'une politique commune incluant l'ensemble des questions relatives à sa sécurité, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune (la PESD). Cette politique de défense commune pourrait conduire à une défense commune si le Conseil Européen en décidait ainsi et sous réserve d'une décision adoptée et ratifiée par les 15 états-membres. La PESD n'affecte cependant pas le caractère spécifique de la politique de la défense et de sécurité de certains états membres de même qu'elle est compatible avec la politique menée dans le cadre de l'organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Le Conseil Européen a plaidé pour le renforcement de la politique européenne commune de sécurité et les missions de gestion de crises. Il s'agit des missions humanitaires et d'évacuations, des missions de maintien de la paix et les missions de forces de combat y compris les missions de rétablissement de la paix. Le Conseil Européen a déterminé qu'à cette fin l'Union doit disposer d'une capacité d'action autonome soutenue par des forces militaires crédibles, avoir les moyens d'y recourir et être prête à réagir aux crises internationales sans préjudices des actions entreprises par l'OTAN. La politique de sécurité présage le respect des principes de la Charte des Nations Unies.

Le Conseil Européen d'Helsinki en 1999 a fixé l'objectif global en terme de la capacité militaire. Il s'agit pour l'Union d'être en mesure de pouvoir déployer dans un délai de soixante jours les 600000 personnes capables d'effectuer l'ensemble des missions. Il y a lieu de souligner que l'application de cet objectif

n'implique pas la création d'une armée européenne, car l'engagement et le déploiement des troupes militaires se fait sur la base d'une décision prise par les Etats membres. Le Conseil Européen de Nice a décidé de créer au sein du Conseil des nouvelles structures politiques et militaires ayant pour l'objectif d'assurer le contrôle politique des militaires et la direction des crises à savoir: le Comité politique de Sécurité. En outre le Secrétariat du Conseil compte en son sein un état major composé d'experts militaires détachés par les états membres.

L'Union a en outre défini les arrangements permettant la participation des pays tiers. Par ailleurs, les arrangements permanents sur la consultation UE – OTAN ont été conclus. Les rencontres entre l'UE et l'OTAN se poursuivent de façon suivie sur certains domaines spécifiques en vue de permettre à l'Union Européenne, le cas échéant, de lancer des opérations en faisant usage des moyens et capacités de l'OTAN. Les travaux se poursuivant en vue de mettre en oeuvre les objectifs fixés traduisent l'approche cohérente et d'ensemble de l'UE en matière de crises visant à assurer de développer davantage l'éventail d'instruments civils en y ajoutant la possibilité de recours à la force militaire. On appelle donc cet ensemble la politique européenne de sécurité et de défense.

RÉPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES:

1.Quels sont les enjeux majeurs de la politique extérieure de la France? 2.La politique commune de défense, que signifie-t-elle? 3.La politique européenne commune est -elle compatible avec celle menée par les pays-membres du Traité de l'Atlantique Nord? 4.Quel est le rôle du Conseil Européen dans le cadre du renforcement de la sécurité et de la défense commune? 5.Les principes de la politique de sécurité et de défense commune que présagent-ils? 6.Quelle décision a été prise au sein du Conseil Européen? 7.Les pays tiers peuvent-ils être impliqués dans les activités du Conseil Européen? 8.Quels sont les objectifs communs de l'UE et de l' OTAN?

PRÉCISEZ LES SENS DES MOTS ET RETENEZ -LES

doter-, relatif(ve)à -; plaider pour-; sous réserve de-; sans préjudice-; présager-; un délai-; impliquer qch-,qn-; au sein de-; visant à -; traduire-; en terme de-; recourir à -; av.recours à un éventail- cohérent(e)-; traduire qch-; un arrangement-; détacher qch-; au sein de; d'une façon suivie-; être détaché(e) de; dégager sa responsabilité; l'affrontement; la foi(le respect) du traité; la rivalité.

TRADUIRE EN UKRAINIEN :

1.Si le désarmement constitue un impératif, il doit s'effectuer dans des conditions renforçant l'ordre international sans apporter de nouveaux risques d'affrontement dans cette zone du monde. 2.La responsabilité collective constitue une nécessité politique car seule la collégialité des décisions assure la légitimité nécessaire à une action cohérente et efficace. 3.Plus ce conflit paraît inéluctable, plus la position américaine est fragilisée. 4.Dans la lutte contre le terrorisme les Américains peuvent espérer un soutien sans réserve de leurs alliés. 5.Nous ne pouvons pas accepter une résolution autorisant dès maintenant le recours à la force sans retour devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies. 6.L'affrontement sanglant entre les membres d'Al-Qaida s'est produit près de la frontière pakistanaise et prouve que la paix est loin d'avoir été rétablie dans le pays. 7.Au niveau transatlantique, les dirigeants de l'UE entendent réaffirmer leur soutien à l'OTAN. 8.En vertu de la Charte, l'importante responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité incombe au Conseil de Sécurité. 9.Cette approche globale, qui seule permet de faire face aux crises régionales est un atout considérable pour l'UE. 10.La paix relève, en dernier ressort, du Conseil de Sécurité des Nations Unies. 11.Le président a fait référence à l'espace et à la conjoncture de l'ex-Yugoslavie. 12.Le premier ministre a remarqué que la France respectera l'engagement qu'elle a pris en 1999 de satisfaire un cinquième objectif global en matière de capacités militaires et, le cas échéant, d'assumer la responsabilité de nation-cadre. 13.La Corée du Nord est prête à relancer le processus de rapprochement avec le Sud et à recourir à des négociations avec les Etats-Unis,- a annoncé l'émissaire du chef de l'Etat-Sud, de retour à Séoul. 14.Les Européens ont su se réconcilier et se réunir et le prochain élargissement marque une nouvelle étape dans ce processus. 15.La stabilité et la sécurité ont progressé ces dernières années, mais elles continuent de se heurter aux mauvais souvenirs irréductibles, comme la persécution ethnique, la haine de l'autre, le mépris de la liberté. 16.L'UE assumera sa vocation d'enraciner la paix sur le continent européen d'une manière irréversible. 17.Les principes fondamentaux de la communauté internationale qui sont en jeu sont les suivants: stabilité, équité, responsabilité. 18.Le cabinet de sécurité restreint à nouveau réuni, a donc décidé de poursuivre cette politique antiterroriste. 19.Il semble que le Ministère des Affaires Etrangères n'ait pas été prévenu de la cible ce qui provoque quelques remous dans la coalition. 20.Les experts de l'ONU estiment que les sanctions internationales mises en œuvre pour entraver les actions d'Al-Qaida sont inefficaces.

TRADUIRE EN FRANÇAIS:

1.Важливо підкреслити, що Україні теж бракувало аргументів на підтвердження своїх амбіцій приєднатися до ЄС, адже вона сама збирається підписувати угоду про Єдиний економічний простір, що суперечить її євроінтеграційним намірам. 2.Політика безпеки, відвернення загрози війни, врегулювання конфліктів мирним шляхом являються головними пріоритетами діяльності ЄС. 3.Як підкреслив голова Європейського парламенту, члени ЄС виступають за зміцнення єдиної європейської політики безпеки та мирного співіснування. 4.Держави Центральної та Східної Європи успішно інтегруються до НАТО без видимої шкоди для своїх економік. 5.Очевидно, що поширення НАТО на Схід знайде відбиток у процесі поширення зони стабільності та безпеки в Європі. 6.Протиріччя між європейською та американською частинами НАТО загострились. 7.Політичні механізми регулювання безпеки, запобігання конфліктів нерозповсюдження зброї, наркотиків, тероризму - займають провідне місце в діяльності ЄС. 8.Загроза військового конфлікту виявилась неминучою. 9.Досягнення нашої держави у сфері міжнародної безпеки можуть підтвердити безпрецедентні скорочення ядерних озброєнь та участь у міжнародних операціях з підтримання миру. 10.Ці постійні угоди були заключені між НАТО та ЄС. 11.Втрата свого євроінтеграційного козира в міжнародній політиці, призвела до проголошення пріоритету інтеграції в НАТО. 12.Атлантичний Альянс готовий зробити свій внесок у підвищення ефективності заходів щодо запобігання конфліктів та брати участь в операціях з врегулювання криз та реагування на кризові ситуації. 13.Як стало очевидним, є великі розбіжності у поглядах сторін, яким має бути цей документ. 14.Згідно нашої інформації, звинувачення України викликали обурення у Брюсселі. 15.Очевидна загроза конфлікту, якого не оминати призвела до непорозуміння в зовнішніх стосунках. 16.Стратегічний курс України на Євроінтеграцію залишається незмінним. 17.За словами президента, позиція України однозначна, ми не робитимемо жодних кроків, які шкодитимуть євроінтеграційному процесу. 18.Колишній президент ПАРЄ зазначив, що Україна зробила значний крок до демократії, вживши для розв'язання політичної кризи легальні інструменти та врахувавши думку громадськості і світової спільноти. 19.Питання розвитку двосторонніх контактів між Францією та Україною в сфері безпеки та

оборони обговорювалися під час зустрічі керівника зовнішньополітичного відомства України та Секретаря Генерального Секретаріату Франції.

LA POLITIUE EUROPÉENNE DE LA FRANCE

(Discours du président de la République)

Vous m'avez invité à l'Assemblée parlementaire de l'UE à venir présenter les grandes orientations de la France concernant la politique étrangère et de défense de l'UE.

Les chantiers de la construction européenne sont multiples: dans le domaine économique, dans la sphère monétaire ou sur les voies de la culture. Une réflexion s'impose. Nous la menons activement avec nos amis allemands.

Je souhaiterais aujourd'hui évoquer un domaine essentiel pour forger l'identité de l'Europe, il s'agit du rôle politique de l'UE dans le monde. Le temps est venu que ce rôle s'épanouisse. Nous devons nous fixer pour ambition de faire de l'Europe un acteur politique de premier plan dans le monde.

L'UE doit oeuvrer à la réduction des tensions internationales, car la prévention demeure la meilleure garantie de sécurité. Elle doit avoir la capacité de participer à la résolution des conflits lorsque ceux-ci ont éclaté. C'est sa responsabilité. Et l'UE l'assumera peu à peu mais de manière irréversible. Au Kosovo, l'UE est intervenue pour casser la machine d'épuration ethnique, elle y est parvenue. Il est temps pour l'UE de renforcer encore la cohérence et le volontarisme dans sa politique. Une prise de conscience est intervenue lors du Conseil européen de Lisbonne. Nous devons poursuivre en ce sens. La prolifération des armes et des technologies constitue un autre enjeu pour les Européens comme pour l'ensemble de la communauté internationale. Le respect de la règle et des traités doit être notre référence. La conférence d'examen du TNP a confirmé la possibilité de progresser par la négociation. Au delà du TNP, la France souhaite vivement comme ses partenaires européens que les accords concernant l'interdiction des essais, la production des matières fissiles ou les désarmements chimiques et biologiques soient mis en oeuvre plus rapidement possible. Mon propos est de souligner que le seul moyen de renforcer la sécurité en ce domaine est de progresser par le droit, de convaincre qu'une stricte discipline en la matière s'impose au bénéfice de tous et que la mise en place de contraintes et de contrôles internationaux est la seule garantie qui vaille. L'UE doit mieux faire entendre sa voix sur la scène internationale. L'Organisation atlantique et nos alliés américains devraient être les soutiens naturels du projet de défense européenne qui contribue

à renforcer le lien transatlantique. La France s'attachera à mettre au point l'objectif permettant de déployer 600 000 hommes militaires qui seraient mis à la disposition de l'UE afin d'atteindre les objectifs définis. Cette approche globale qui, seule permet de faire face aux crises internationales et est un atout considérable pour l'UE. L'approche française de la sécurité en Europe ne peut exclure le rôle de la Russie, un grand pôle européen. L'UE doit se tenir aux côtés d'une Russie que nous souhaitons moderne, démocratique engagée dans un vaste programme de réformes. La paix et la stabilité à long terme passe à l'évidence par le renforcement d'un partenariat privilégié entre la Russie et l'UE. L'UE doit être ainsi un partenaire politique de premier rang de chacun des grands états du monde, de chacune de ses organisations régionales.

EMPLOYEZ LES EXPRESSIONS DANS DES PHRASES

Dater de -; succéder à-; sous peu que-; dénoncer-; remettre en cause; en tout état de cause -; en dernière extrémité-; (à la rigueur)-; en revanche; sinon-; il en ressort que; en dernier ressort; s'agissant de.

LEÇON 2

PLUTÔT UNE TOMBE EN COLOMBIE QU'UNE CELLULE AUX ETATS-UNIS

"Hier, je me suis trompé aujourd'hui je suis innocent", proclamait depuis plusieurs semaines une grande pancarte sur le bord de la voie qui de l'aéroport de Bogota conduit au centre-ville. Arrêté avec trente et un de ses supposés complices en 1999, Fabio Ochoa est accusé d'avoir exporté au totale quelque 30 tonnes de cocaïne aux Etats-Unis, pour une valeur de 5 milliards de dollars. Il va être extradé aux Etats-Unis.

Le benjamin du clan Ochoa, aussi connu dans les années 1980 en Colombie que Pablo Escobar, n'a pas lesiné sur les moyens pour l'empêcher. Lundi encore, des encarts dans les quotidiens clamaient son innocence. Mais rien n'y a fait. Ce jour-là, le président de la République, confirmant la décision de la Cour suprême colombienne, signait le décrêt qui autorise le départ vers les tribunaux américains de Fabio Ochoa, accusé de recidive.

En Colombie. l'extradition est un thème sensible qui mêle dignité nationale et souvenirs sanglants. Malgré les dénégations de l'intéressé, la situation de Fabio Ochoa fait aujourd'hui craindre une resurgence du "narco-terrorisme". Dans les années 1980, le traité autorisant l'extradition de nationaux accusés de trafic de

drogues aux Etats-Unis avait suscité la réaction des „grands capos”: „Plutôt une tombe en Colombie qu'une cellule aux Etats-Unis, „ - telle était la devise des „extraditables” qui, à coups d'attentats meurtriers, obligèrent l'état colombien à composer. En 1990, une loi dite de „soumission à la justice” promettait aux repentis une peine réduite à purger en Colombie. L'extradition des nationaux fut interdite en 1991 par la nouvelle constitution, puis finalement rétablie en décembre 1997 sous la forte pression des Etats-Unis, qui n'avaient jamais accepté la perte de cet instrument privilégié dans la lutte contre la Mafia.

A l'instar de ses deux frères, Fabio Ochoa s'était livré en 1990 à la police. Condamné à huit ans de prison, il bénéficia d'une nouvelle réduction de peine pour bonne conduite et retrouva la liberté en septembre 1996. Vu de Washington, c'était bien peu cher payé. Avec l'aide du clan et d'un pool d'avocats généreusement rémunérés, Fabio Ochoa affirme être innocent des accusations qui pèsent de nouveau contre lui. Visage naïf et perdu, il juge ses grands Dieux d'être devenu un bon père de famille, soucieux du bonheur de ses enfants et de ses chevaux. L'état colombien s'est engagé, dit-il, à ne pas extraditer et doit tenir sa promesse. Ce n'est pas l'avis des juges pour qui le pacte souscrit lorsque Ochoa s'est livré aux autorités ne peut couvrir les délits commis postérieurement.

La famille Ochoa n'est pas la seule à craindre la justice américaine. Les Colombiens savent que, en matière de condamnation pour trafic de stupéfiants, les tribunaux des Etats-Unis sont autrement plus drastiques pour les étrangers que pour les citoyens américains. Tout le monde a en mémoire l'histoire de pauvres „mules” colombiennes - convoyeurs humains de quelques grammes de drogues - condamnées à vingt ans de prison. Et celle du président Clinton sur le départ, gracieux dix-huit de ses riches concitoyens condamnés pour trafic illicite et blanchiment d'argent.

L'extradition de Fabio Ochoa vient confirmer qu'en matière de lutte contre la drogue la Colombie n'a d'autre choix que d'exécuter les ordres de Washington et d'assouvir ses besoins de trophée.

RÉPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES :

1. Pourquoi Fabio Ochoa va-t-il être extradé aux Etats-Unis?
2. La Colombie est-elle réputée au monde comme un pays du narco-terrorisme?
3. Pourquoi la Constitution colombienne a-t-elle rétabli l'extradition des narco-trafiquants?
4. Quelle est la peine promise aux accusés repentis?
5. Comment le gouvernement américain apprécie-t-il le problème avec le trafic illicite des drogues sur son

territoire? 6. La Colombie s'est-elle résignée sous la pression américaine à lutter contre les trafiquants des stupéfiants?

APPRENDRE

Accuser (récriminer contre qn)

inculper

imputer un crime à

звинувачувати, обвинувачувати

une accusation

une inculpation (une récrimination)

звинувачення

un accusé

un inculpé

звинувачений, винний

un coupable

un innocent

невинний

une resurgence

поява, факт

à coup d'attentats meurtriers

під загрозою знищення

séquestrer

позбавити волі

sous mandat de dépôt

постанова про затримання

une détention preventive

попереднє ув'язнення

une détention perpétuelle

довічне ув'язнення

surseoir

відкладати, відстрочувати

un sursis à statuer

рішення про відстрочку

loi de sursis

закон про умовне засудження

une atteinte à la loi

посягання на закон

rendre un jugement, une autorite

judiciaire

виносити постанову (суду)

une position intransigeante

категорична позиція

un fait véridique (probant)

реальний факт

être relevé d'accusation

вільний від звинувачень

soupçonner

suspecter (tenir en suspicion)

підозрювати

un soupçonné de...

un suspect de...

підозрюваний

un complice

змовник

un repentí

той, хто покався

examiner - un pourvoi

-une sollicitation

розглядати оскарження,

| | |
|---|----------------------------------|
| -une plainte | скаргу, прохання |
| -une requête | |
| -une instance | скарга, клопотання |
| -une sollicitation | позов |
| -une action recoursoire | оскарження |
| bénéficiaire de... | скористатися |
| un pourvoi en cassation | касаційна скарга |
| un pourvoi à l'insuffisance de la loi | доповнення до закону |
| enquêter sur | |
| poursuivre un procès, une procédure | |
| instruire qch | вести судову справу проти |
| instruire, intenter un procès à... | |
| entamer une instruction, des poursuites | розпочати слідство |
| traduire en justice | |
| saisir un tribunal d'une affaire | передати в суд |
| déférer une cause à la Cour | |
| une condamnation | |
| une peine (réduite) | покарання, кара |
| un châtement (se soustraire au châtement) | уникати покарання |
| une enquête | |
| une instruction | судове засідання |
| une autorité de justice | постанова суду |
| être à la quête de | бути в розшуку |
| une contumace | неявка в суд |
| par contumace | засуджений заочно |
| un procédé dilatoire | відстрочка |
| ouvrir une enquête | відкрити судове засідання |
| La Haute Cour | Верховний Суд |
| une récrimination | обвинувачення, скарги |
| un récriminateur | особа, що звинувачує |
| un tribunal de première instance (de dernière instance) | суд першої (останньої інстанції) |
| en application de la loi | на підставі закону |
| un arrêt ,une ordonnance, un jugement | постанова |
| une peine | |
| une condamnation | вирок, покарання |
| une mesure capitale | вища міра покарання |

| | |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| purger la condamnation | відбувати покарання |
| rémunére | винагороджувати |
| persécuter | переслідувати |
| perquisitionner | робити обшук |
| empêcher | затримати |
| assouvir les besoins | задовольняти, виконувати |
| une infraction | порушення |
| un parquet | прокуратура |
| un écoulement des drogues | збут наркотиків |
| une condamnation sommaire | самосуд |
| une condamnation par défaut | заочний вирок |
| une condamnation à sursis | умовне засудження |
| jugement en premier ressort | вирок суду першої інстанції |
|en dernier resort | виносити остаточний вирок |
| rendre un jugement en faveur de.... | виносити вирок на користь |
| se désister de l'accusation | відкидати звинувачення |
| (se) récuser de | не визнавати |
| se dédire de | |
| nier (fort et fèrme) | |
| dénier la justice | відмовляти в правосудді |
| réprouver | засуджувати |
| répliquer | заперечувати |
| convoquer | викликати |
| livrer à la justice | видати правосуддю |
| relâcher avant tèrme | |
| être libéré(e) de... | звільняти достроково |
| emprisonner, écrouer | засадити в тюрму, ув'язнити |
| un rejet d'une demande | |
| rejeter le recours en grâce | відмовляти в помилуванні |
| extrader | видавати злочинця іноземній державі |
| | незаконна торгівля, спекуляція |
| le trafic illicite | |
| | |
| le blanchiment d'argent | відмивання брудних грошей |
| un délit | |
| un crime | злочин |
| une délinquance | правопорушення |

| | |
|--------------------------------------|-----------------------------------|
| une atteinte à la loi | посягання на закон |
| la traite (des blanches , des noires | торгівля людьми |
| suspendre une procédure | припиняти судове розслідування |
| surprendre en flagrant délit | застати на місці злочину |
| perpétrer | наперед спланувати злочин |
| les mesures drastiques | суворе покарання |
| une réparation d'une injure grave | відшкодування за образу |
| faire quartier (demander quartier) | просити помилування |
| séquestrer | позбавити волі |
| une commission rogatoire | доручення одного судового |
| | закладу іншому |
| être saisi de... | розглядати, вивчати, досліджувати |
| un pourvoi | оскарження |
| un pourvoi en cassation | касаційна скарга |
| un pourvoi en grâce | прохання про помилування |

TRADUIRE EN UKRAINIEN :

1. Alors qu'il observe depuis six jours une grève de la faim pour protester contre son maintien en détention pour l'émission de deux chèques sans provision, l'agent secret, l'auteur du fonctionnement des services spéciaux pendant "les années de plomb", devait comparaitre devant un tribunal de première instance à Casablanca. 2. La Cour de cassation a examiné un pourvoi formé dans la procédure d'instruction relative à la gestion d'une société d'économie mixte parisienne dissoute en 1996. 3. On a déclaré que l'enquête sur ces délits demeure en suspens. 4. A la faveur d'un pourvoi formé dans la procédure relative à la gestion de Société d'économie mixte parisienne de prestations, les magistrats doivent définir dans un arrêt de principe le cadre dans lequel le chef de l'Etat pourrait être l'objet de poursuites pénales, compte tenu des protections constitutionnelles attachées à l'exercice de sa fonction. 5. La Cour Internationale considère néanmoins comme une victoire historique que l'esclavage et la traite aient été reconnus en tant que crime contre l'humanité. 6. La décision définitive de la Haute Cour doit être rendue le 30 avril. 7. Les deux suspects furent conduits à l'hôpital pour examen médical. 8. Si les clauses des contrats peuvent in fine inciter à la fraude, la question reste suspendue. 9. La Cour de cassation a déclaré non-admis le pourvoi de l'ancien maire de la ville contre sa condamnation pour complicité d'abus de confiance. 10. La condamnation à huit mois d'emprisonnement avec sursis prononcée par la Cour d'appel est donc devenu

définitive. 11.Les services de douane ont saisi 1,2 tonnes de résine de cannabis d'une valeur marchande de 4 millions d'euros lors d'un contrôle inopiné au péage autoroutier. 12.La Cour de Justice de la France qui va juger le soupçonné, devrait être saisie d'une plainte sollicitation. 13.La Chambre d'accusation examine la requête déposée par les avocats. 14.Les poursuites sont suspendues et le dossier peut être réexaminé. 16.La faible quantité de résine de cannabis a été découverte lors des perquisitions. 17.Le directeur financier se serait attribué de plus de 35 millions de dollars de commission. 18.Il est accusé d'être impliqué dans un complot visant à assassiner le chef d'Etat. 19.Une personne est placée en garde à vue. 20.Ayant déposé des preuves irréfutables, M. Boukhari a indiqué que si le tribunal s'abstienne à poursuivre l'accusé, il s'adressera immédiatement au roi, garant suprême de la justice au nom duquel le droit est dit au Maroc. 21.M. Legrand a estimé que la lettre constituant en elle-même une infraction, il engagerait des poursuites contre le directeur du camping dans les prochains jours. 22.Le parquet attend l'avis définitif des autorités avant de décider de poursuivre. 23.Un recours prématuré à l'option militaire serait lourd de conséquences pour la stabilité de cette région meurtrie et fragile.

TRADUIRE EN FRANÇAIS :

1.Карний Суд першої інстанції оголосив вирок 28-го громадянина:стратити за зумисне вбивство та численні пограбування. 2.Арешт відбувся на виконання американсько-швейцарської угоди про видачу підозрюваних у злочинній діяльності та причетності до наркобізнесу. 3.Часто працівники фінансових закладів здійснюють порушення не без злого задуму,що викликає небажані наслідки. 4.Група депутатів заявила, що буде оспорювати легітимність нового закону в КС. 5.Верховний Суд розглянув касаційну скаргу прокуратури. 6.Усі судові інстанції відмовили п.Н. в перегляді справи,не знайшовши у вирокі для цього підстав. 7.Очікується, що Європейський Суд у м.Страсбурзі ухвалить остаточне рішення за скаргою п. Роше і скасує неправильний вирок українського Верховного Суду. 8.Повідомлення про махінації в банку викликали падіння акцій найбільших банків у Великобританії. 9.Світова громадськість особливо обурена незаконною підпільною торгівлею білого і чорного населення,яка набула останнім часом небаченого розмаху. 10.Судові розслідування,які ставлять під сумнів особу колишнього прем'єра зупинено, на невизначений термін. 11.Верховний Суд, заслухавши аргументи сторін, ухвалив: відхилити касаційну скаргу і залишити чинним рішення місцевого та

апеляційного судів. 12.Вищезгадана особа перебуває під слідством по звинуваченню в причетності до фінансових скандалів, пов'язаних з діяльністю французького банку Credit Lyonnais. 13.До голови Комітету Ради Європи надійшло прохання посприяти у створенні міжнародної комісії з розслідування вбивства відомого політичного діяча. 14.Така програма Комітету міністрів передбачає припинення зловживань під час приватизації великих підприємств, боротьбу з контрабандою, посилення контролю над використанням бюджетних коштів, призначених на виконання державних програм. 15.Затриманий 23-ох років та його 16 спільників предстануть перед міським трибуналом. 16.Персональна відповідальність, передбачена Міжнародною Конвенцією, згідно якої особи, звинувачені у геноциді, повинні бути видані судовим органам держави, де було скоєно злочин чи предстати перед Міжнародним трибуналом. 17.На жаль, проект не передбачає залучення до розгляду окремих категорій адміністративних справ у першій інстанції представників народу - народних засідателів, які б, здійснюючи правосуддя у складі судової колегії, допомагали б судді подивитися на справу очима громадянина, а не лише з точки зору букви закону.

L'ITALIE DÉMANTÈLE UN VASTE TRAFIC DE DROGUE ENTRE LA COLOMBIE ET L'EUROPE

À l'origine, il s'agit d'un trafic de cocaïne contrôlé par deux familles. Les Mancusso, qui ont pignon sur le minuscule village calabrais et les Pesce, de Rosarno, tout près de Reggio de Calabre. L'enquête entamée par un coup de filet international a permis l'arrestation d'environ 150 personnes. Plus d'une centaine dans toute la Péninsule italienne, le reste en Europe, en France, aux Pays-Bas, Vénézuéla et en Australie.

Un millier de carabinieri du Groupement d'opérations spéciales ont travaillé pendant quatre ans sur le démantèlement de cette filière italo-colombienne, considérée comme l'une des plus actives à fournir l'Europe en cocaïne. Or, dans le port calabrais, les enquêteurs ont saisi 250 kilos de poudre blanche. Ils étaient dissimulés, par paquets de 15 kilos à l'intérieur de gros bloc de 5 tonnes chacun. Une autre prise encore supérieure a été opérée dans le port de Vigo, en Espagne: là, le cocaïne avait voyagé depuis l'Équateur dans des boîtes de thon, au total, 5,5 tonnes de drogue.

Cette opération a porté un coup très dur à la plus puissante et impitoyable organisation criminelle «Ndrangheta calabraise» dont les Mancusso forment le clan le plus puissant prospérant grâce aux enlèvements et aux extorsions de fonds. Sur ces entrefaites, l'organisation criminelle était très active dans le commerce des armes et des êtres humains.

L'enquête baptisée «Opération décollage» n'a pu aboutir que grâce à un proche de la famille Mancusso qui a été séquestré en 2003 en Colombie pendant la livraison de drogue, puis libéré par la police colombienne. Il devrait bénéficier d'un programme spécial de protection.

Les investigateurs des carabinieri ont mis en évidence les liens étroits entre la mafia calabraise, les colombiens et les organisations paramilitaires d'extrême droite qui sévissent dans ce pays d'Amérique latine. Les groupes terroristes se finançaient en protégeant les cartels de la drogue en Colombie, étant directement impliqués aux opérations de trafic et aux gains qui en découlent.

Un trafic de stupéfiants demantelé à Ajaccio

Un kilo de cocaïne, 800 grammes d'héroïne, un kilo de résine de cannabis, de la méthadone, 11 armes d'épaule, parmi lesquelles une kalachnikov dotée d'un chargeur de grande capacité, 24 500 euros en espèces... Le butin saisi en début de la semaine par le service régional de police judiciaire de Corse en dit long sur l'importance du réseau qui vient d'être démantelé à Ajaccio. Agissant sur une commission rogatoire du juge ajacien, les policiers sont parvenus, au terme d'une surveillance de cinq mois à „toucher du doigt” l'un des plus gros trafics de stupéfiants organisé sur l'île les derniers temps. „Un trafic international en provenance directe des Pays-Bas destiné principalement à la consommation locale”, - souligne le directeur régional, affirmant que les trafiquants avaient procédé à l'importation significative de drogues dures depuis l'été 2002.

Après l'interpellation du passeur du réseau, une femme qui a été cueillie à sa descente d'avion tandis qu'elle s'en revenait des Pays-Bas en possession d'un kilo de blanche, les arrestations se sont succédées. Au final, onze personnes ont été interpellées et six personnes ont été mises en examen pour „importation, transport et détention en fraude organisé” de stupéfiants. Le procureur a demandé leur placement sous mandat de dépôt” La majorité d'entre elles devrait être écrouée à la maison d'arrêt d'Ajaccio,- a souligné le magistrat.

Prise en flagrant délit avec de la drogue sur elle, Rosina Lutru avec son frère Pierre Lutru présenté par les enquêteurs comme l'organisateur du réseau, encoururent une peine de trente ans d'emprisonnement. Au même titre que

Toussaint Pech et sa concubine ont structuré un réseau de vente de résine de cannabis. Ils participaient à l'écoulement des produits illicites, notamment dans les discotèques et les bars de nuit du sud de la Corse. L'information judiciaire est en cours et que la filière corse est tombée. „Nous allons travailler sur l'aspect international” a précisé le procureur, rappelant que l'enquête avait pris un tour décisif à la suite d'un renseignement anonyme émanant de la Sécurité civile.

Pas moins de 55 personnes avaient été interpellées, 22 avaient été mises en examen pour l'infraction à la législation sur les stupéfiants, 13 avaient été écrouées et 5 placées sous contrôle judiciaire. Le trafic portait surtout sur toutes sortes de drogues-haschich, héroïne et extasy- arrivées du continent par bateau.

EMPLOYEZ DES EXPRESSIONS DANS DES PHRASES :

Il est indéniable-; être crédible-; demeurer en jachère-; tout au long de l'affaire-; une détention-; il est certain que-; se mettre en peine de-; condamner à une sanction de principe-; un blanchiment d'argent-; purger une condamnation-; une atteinte (une insulte) des droits; suspendre une persécution; à vu de; rendre public.

LEÇON 3

L'UKRAINE ET L'OCCIDENT

L'Ukraine indépendante s'est heurtée à d'importantes difficultés pour établir des relations avec l'Occident en raison de la nécessité pour les Ukrainiens de faire reconnaître leur identité propre, leur spécificité et leurs différences par rapport aux peuples voisins. Pour les raisons historiques, les Ukrainiens leur sont assimilés, l'histoire des Ukrainiens se confondent avec la leur, en particulier avec celle du peuple russe.

Il fut difficile de faire comprendre pour les Occidentaux que les Ukrainiens étaient héritiers de l'ex-URSS, au même titre que les Russes et que ces derniers n'étaient plus habilités à prendre des décisions et à parler au nom de l'Ukraine., sauf mandat exprès de sa part.

Les Ukrainiens se sont retrouvés avec sur les bras, l'armement nucléaire de l'ex -URSS stationné sur son sol. L'Ukraine avait affirmé sa volonté de dénucléarisation dans la déclaration de souveraineté de la RSS d'Ukraine de juillet 1991 et dans la déclaration d'indépendance de l'Ukraine d'août 1991. La position de l'Ukraine était claire et sans ambiguïté. Mais elle ne disposait ni des moyens financiers ni des installations nécessaires à la dénucléarisation. En outre,

elle voulait conserver les matières fissiles, pour d'une part assurer sa propre sécurité et d'autre part pour les utiliser à des fins civiles.

Américains et Russes voulaient un accord global sur ce point. Des négociations furent entreprises par les Américains avec les seuls Russes. La volonté de M. Koutchma, alors Premier ministre de l'Ukraine, d'expliquer le point de vue de son pays sur ce point, se heurta, à six reprises, aux refus des Américains. Dans ces conditions, des forces politiques d'opposition prirent position en faveur du maintien sur le sol ukrainien de l'armement nucléaire et de son utilisation comme moyen de pression contre les Russes pour affirmer l'indépendance de l'Ukraine et du refus de tout accord international comportant des dispositions contraires.

Seule la prise en compte du point de vue ukrainien permit le déblocage de la situation, concrétisée par une brève escale à Kiev de Bill Clinton en route pour Moscou, le 14 janvier 1994. C'est le même jour que fut signé le traité de désarmement entre l'Ukraine, la Russie et les U.S.A. Ce traité tripartite permit la ratification du traité START 1 par le parlement de Kiev. Depuis le 1 juin 1996, il n'y a plus de missiles nucléaires sur le sol ukrainien. Il fallait simplement admettre que les Ukrainiens puissent avoir leur point de vue propre ainsi que le droit de le défendre et de prendre eux-mêmes des décisions les concernant.

En Ukraine, la rigueur de la position des Occidentaux sur ce dossier et sur celui relatif à l'aide financière à la transition de l'économie de l'Ukraine vers l'économie de marché a fait craindre le pire: l'abandon par les Occidentaux de l'Ukraine comme au début des années 1920. Les solutions apportées sur ces deux dossiers sont de nature à rassurer les Ukrainiens sur les positions des Occidentaux à leur égard.

Un autre point épineux concerne l'arrêt de la centrale nucléaire de Tchernobyl. L'explosion, en avril 1986 du réacteur N 4 de cette centrale nucléaire pose le problème de sa fermeture, les dangers encourus étant réels pour le monde entier. Ukrainiens et Occidentaux sont d'accord sur cette position de principe. Depuis 1991 se pose aussi le problème du transfert de sa production sur d'autres centrales. Le coût de ces opérations est exorbitant: plus de 4 milliards US\$ et l'Ukraine n'en a pas les moyens. Actuellement, il est prévu l'arrêt du réacteur N 1 en novembre 1996 et l'arrêt définitif de la centrale en l'an 2 000. L'Ukraine n'a reçu que 200 millions US\$ à cet effet.

Les craintes de l'Ukraine, dans ses relations avec la Russie, se fondent sur le déséquilibre du poids respectif de chacun des deux pays qui la font redouter un retour brutal de l'impérialisme russe.

C'est pourquoi l'Ukraine tient à entretenir avec la Russie une stricte coopération économique et culturelle et se tourne vers l'Occident. Malheureusement, l'accueil fut plus que réservé en raison de l'ignorance de l'Occident que l'Ukraine n'est pas la Russie. L'Ukraine est un autre pays, tout comme le Portugal n'est pas l'Espagne.

Les Ukrainiens comprennent la nécessité pour l'Occident d'entretenir des relations harmonieuses avec la Russie. Mais cela ne doit pas se faire au détriment des intérêts nationaux et doit prendre une forme de partenariat entre tous.

RÉPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES :

1. Les Occidentaux comment ont-ils vu l'Ukraine après qu'elle a eu accédé à son indépendance et à son autonomie? 2. L'Ukraine a-t-elle préconisé la politique pacifique au monde? 3. Quelle était sa position en matière de la dénucléarisation complète? 4. Peut-on dire aujourd'hui qu'il y avait des forces politiques négligeant les ambitions ukrainiennes d'avoir sa propre position? 5. Comment l'Ukraine a-t-elle procédé à se débarrasser des missiles nucléaires sur son sol? 6. Les Institutions Internationales aidaient-elles notre pays à acquitter les frais dus à la fermeture de la centrale nucléaire? 7. Comment voyez-vous les relations ukrainiennes à l'échelle mondiale?

PRÉCISEZ LES SENS DES MOTS ET RETENEZ-LES

Se heurter à -; en raison de; au titre de -; disposer de-; sans ambiguïté-; à des fins-; un déblocage-; une brève escale-; à cet effet-; être exorbitant(e)-; au détriment de-; sous couvert de; utiliser qch-; entreprendre qch-; tenir compte de-; débloquent qch-; admettre qch-; une rigueur-; encourir qch-; tenir à-; un arrêt-; se tourner vers; être réservé de-; sous réserve de; sans réserve; à la réserve que; -; s'entretenir avec;- au détriment de-; boudier qch.-; un envoyé spécial-; rendre visite à-; se rendre en visite à-; une conjoncture-; entamer (aborder à-, accéder à-; les pourparlers (les négociations, les entretiens)-; une pénurie (une disette)-; s'entraver à qch-; f. une accolade-; visant à (être visé à-; déroger, violer, enfreindre, contrevenir à., forfaire à., transiger; valider un accord; être périmé (d'un accord); être en vigueur, être valide, être valable; suspendre les hostilités (les pourparlers); les préalables, les préliminaires (des négociations), les pays limitrophes; une situation scabreuse (épineuse, menaçante; un glose présumé; être habilité à., être plénipotentiaire ..; en dernier ressort; à la rigueur.. une question cruciale (pesante-; clé); dénoncer, démentir; s'ingérer, s'imiscer (dans les affaires d'autrui); à huis clos, la question close; à ne pas divulguer-; concilier (par

conciliation); -les lettres de créance-; intervenir-; les pays belligérants-; un casus belli-; politique bellisciste-; imposer des conditions-; une politique de collusion (de connivence);- autoriser qn;- la mise en demeure.

TRADUIRE EN UKRAINIEN :

1. Le secrétaire d'Etat devrait rendre visite à la Palestine. 2.Les relations afghano-américaines sont entrées dans une phase de bouderie.3.De source diplomatique, on indiquait que l'envoyé spécial serait en train de préparer une nouvelle mouture de son compromis, le texte qu'il a élaboré vers l'ensemble des mesures destinées à consolider un cessez-le-feu. 4.La reprise est à notre portée, si l'on ose utiliser la politique budgétaire à des fins conjoncturelles.5.L'accord de Schengen sur la suppression des contrôles intracommunautaires est appliqué depuis 1995. 6.La Convention européenne entame son travail sur la refondation européenne.7.Il faut revenir à bout de l'ambiguïté dans laquelle nous nous trouvons actuellement. 8.Le désastre économique se manifestant par la pénurie de denrées appelle une politique résolument dévouée au redressement économique. 9.La Corée du Sud s'entrave au dialogue avec les USA. 10.Pour les organisations afro-américaines la participation des Etats-Unis à la conférence était un véritable enjeu.11.La politique trop centraliste entrave la réalisation d'un équilibre économique et social.12.Dans son allocution, le président a annoncé qu'il promulguera la réforme visant à limiter l'influence des groupes de pression pendant des élections. 13.Le ministre des affaires étrangères a dénoncé les violations graves des droits de l'homme dans son pays.14.La Commission enquêtera sur les éventuelles responsabilités politiques dans cette affaire qui a provoqué la démission du Secrétaire d'Etat aux Finances.15.Les actes d'agression sont graves car ils transgressent les valeurs morales et républicaines.16. Notre rôle, à nous est de favoriser sur le dialogue et de prôner l'apaisement dans cette région. 17.Dans son entretien, le président a fait valoir que ces accords furent l'aboutissement de près de deux années de négociations. 18.L'accord sur une trêve fut démenti par le porte-parole des rebelles à Lisbonne. 19.La politique centraliste ostentatoire entrave la réalisation d'un équilibre économique et social. 20.La teneur des entretiens, particulièrement sur le Cachemire, n'a pas été précisée. 21.Malgré la crise des otages français le président de la France a tenu à faire le déplacement à Sotchi pour apporter un soutien sans réserve à son homologue russe.

TRADUIRE EN FRANÇAIS :

1.Учора голландські політики розпочали переговори про склад правлячої коаліції за результатами виборів. 2.Міністри економіки обох держав обговорять організацію засідання змішаної українсько-польської комісії з торгово-економічної співпраці, що пройде у рамках цієї зустрічі.3. Україна має намір і надалі зав'язувати міцні стосунки,що ґрунтуються на засадах невторчання у внутрішні справи іншої держави. 4.Посол Китаю наголосив на взаємній зацікавленості у розширенні співпраці з країнами Східної Європи. 5.Голова представництва європейського Союзу зауважив, що за цей період Євросоюз виділив Україні 100 млн. євро щорічно, третя частина яких спрямована на розв'язання чорнобильських проблем. 6.Колишній віцепрезидент США наголосив що його країна повинна уникати ескалації насильства на Близькому Сході. 7.Прем'єр міністр зокрема наголосив, що позиція його країни однозначна стосовно цього інциденту. 8.Головним висновком переговорів президента України та Франції є підтвердження того, що країни-члени Євросоюзу хочуть бачити Україну в складі Європи. 9.Ключовим питанням для уряду була і залишається соціальна політика,- запевнив прем'єр. 10.Добре відомо, що економічні санкції, запроваджені щодо Афганістану шкодять цивільному населенню, обмежуючи доступ країни до міжнародних гуманітарних місій та зменшуючи зовнішньо-економічні можливості уряду. 11.Виникнення незалежних держав Східної Європи неминуче призвело до виникнення нової геополітичної ситуації в євразійському регіоні. 12.США – єдина держава, здатна виступити в ролі посередника в індійсько-пакистанському конфлікті. 13.У сучасному світі дедалі очевиднішим стає економічний і соціальний розрив між так званими бідними і багатими країнами,що породжує нові глобальні проблеми. 14. Україна підтверджує наміри розвивати довготермінову політику безпеки та оборони. 15.Франція готова надати нашій країні цілковиту допомогу в питанні її вступу до СОТ шляхом проведення відповідних переговорів. 16.Згідно із документом міністерства закордонних справ, країни Східної Європи розроблять заходи, спрямовані на прискорення укладання угоди про створення зони вільної торгівлі між цими державами. 17.Однією з важливіших задач, з якою стикається сьогодні НАТО залишається гарантування миру і безпеки країнам,що їх потребують. 18.Прем'єр -міністр виступив за те, щоб соціальна політика і надалі була ключовою темою в діяльності уряду. 19.На шляху до України німецький прем'єр зробив коротку зупинку в Польщі. 20. Зусилля новоствореного уряду будуть

спрямовані на надання Україні статусу країни з ринковою економікою, на її вступ до СОТ та на спрощення візового режиму з ЄС.

DOCUMENTS

Protocole sur l'établissement des relations diplomatiques entre L'Ukraine et la République française.

Guidées par leur volonté mutuelle de développer des relations de partenariat et de coopération dans les domaines politique, économique, culturel, humanitaire et d'autres, fidèles à leurs obligations du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies et conformément aux engagements souscrits dans l'Acte Final de Helsinki et le Charte de Paris pour une nouvelle Europe, l'Ukraine et la France sont convenues d'établir des relations diplomatiques et d'échanger des missions diplomatiques au niveau des Ambassades, en conformité avec la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques.

L'Ukraine et la République française sont confiantes que l'établissement de relations diplomatiques entre elles conforme à leurs intérêts internationaux, facilitera le renforcement de la coopération internationale et la paix universelle.

Fait à Kiev, le 24 janvier 1992 en deux exemplaires, l'un en langue ukrainienne, l'autre en langue française, chacun faisant également foi.

Pour l'Ukraine
(Anatoli Zlenko)
Le Ministre des Affaires
Étrangères

Pour la République Française
(Rolland Dumas)
Le Ministre d'État,
Ministre des Affaires Étrangères

TRAITÉ D'ENTENTE ET DE COOPÉRATION ENTRE L'UKRAINE ET LA FRANCE

L'Ukraine et la République française:

désireuses de développer les relations d'amitié et de coopération;

- prenant acte de ce que l'Ukraine est l'un des Etats successeurs de l'US;
- convaincues de la nécessité de fonder leur entente sur la confiance et sur l'attachement aux valeurs de liberté, de démocratie et de justice qui leur sont communes;
- soucieuses d'apporter leur contribution à la construction d'une Europe démocratique, pacifique et solidaire;

- fidèles à leurs obligations découlant du droit international, notamment de la Charte de l'Organisation des Nations Unies dont ils sont membres fondateurs;
- conscientes de ce que l'avenir des rapports entre les deux Etats est indissolublement liés au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Europe;
- sont convenues de ce qui suit.

ARTICLE premier

L'Ukraine et la République française s'engagent à développer entre elles, dans tous les domaines, des relations de coopération fondées sur la compréhension et la confiance réciproques. Elles favorisent l'entente et l'amitié entre les peuples.

Les deux parties concluent, en tant que de besoin, d'autres accords et arrangements pour mettre en application les dispositions du présent traité.

ARTICLE 2

L'Ukraine et la République française participent à la construction d'une Europe pacifique et solidaire. Dans cette perspective elles développent leur coopération tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral.

Elles agissent de concert pour la défense des droits de l'homme et la promotion des valeurs démocratiques, notamment au sein des organisations internationales compétentes.

Elles unissent dans les efforts en vue de contribuer à assurer la sécurité internationale et prévenir les conflits, ainsi qu'à garantir la primauté du droit international.

ARTICLE 3

L'Ukraine et la République française tiennent des consultations régulières aux niveaux appropriés, afin d'échanger leurs vues sur les relations bilatérales ainsi que sur les problèmes internationaux d'intérêt commun.

Dans ces domaines, les Parties s'attachent à harmoniser le plus possible leurs positions en vue d'arriver, lorsque ceci leur semble nécessaire, à des actions conjointes et concertées.

A cette fin, des rencontres au plus haut niveau sont organisées par accord entre les parties, et les Ministres des Affaires Etrangères se réunissent au moins deux fois par an.

Des réunions de travail entre représentants des ministères des Affaires Étrangères se tiennent en tant que de besoin.

Les autres ministres des gouvernements des deux États se rencontrent pour traiter de questions d'intérêt commun.

ARTICLE 4

Au cas où surgirait des situations qui, de l'avis d'une des parties, créeraient une menace contre la paix, une rupture de la paix ou mettraient en cause ses intérêts majeurs de sécurité, cette Partie peut demander à l'autre que se tiennent sans tarder des consultations entre elles à ce sujet. Les parties s'efforcent d'adopter une position commune sur les moyens de surmonter cette situation.

ARTICLE 5

L'Ukraine et la République française se consultent au sein des organisations internationales dont elles sont les membres dans le but d'harmoniser leurs positions lorsque ceci leur semble nécessaire et d'assurer une mise en oeuvre efficace des dispositions déterminées dans ce cadre.

ARTICLE 6

La République française s'engage à favoriser le développement de relations étroites entre l'Ukraine et les Communautés Européennes.

Les engagements auxquels souscrit la République française dans les accords bilatéraux avec l'Ukraine respectent les compétences des Communautés Européennes et les dispositions arrêtées par leurs institutions.

La République française favorise l'admission de l'Ukraine au Conseil de l'Europe, qu'elle considère comme un facteur important dans l'Europe unie.

ARTICLE 7

Les Parties coopèrent étroitement dans le cadre de la Conférence sur la Coopération et la Sécurité en Europe. Elles agissent afin de renforcer ces institutions et de leur donner les moyens appropriés notamment au plan juridique pour la prévention des conflits. Elles unissent leurs efforts en vue de contribuer à établir entre les États européens des relations de partenariat et de bon voisinage.

EMPLOYEZ LES EXPRESSIONS DANS DES PHRASES:

Le choc, la mêlée (des intérêts)-; des pans entiers des responsabilités-; être dans l'engrenage-; être déchu de (dénué de)-; miser-; sortir de l'ornière-; il n'empêche que-; intervenir en faveur de-; prendre parti pour-; prendre le parti de.

LEÇON 4

UNE PROCÉDURE PARLEMENTAIRE ENGAGÉE AU PÉROU CONTRE ALBERTO FUJIMORI

Le congrès péruvien a voté, lundi 27 août, une procédure permettant l'ouverture d'une instruction judiciaire pour crimes contre l'humanité à l'encontre de l'ex-président Alberto Fujimori en raison de sa présumée responsabilité dans deux massacres commis en 1991 et 1992. Par 75 voix pour, aucune contre et aucune abstention, le Congrès, chambre unique, de 120 membres, a adopté une accusation constitutionnelle à l'encontre de l'ex-chef de l'Etat pour "assassinats, homicides et enlèvements" rendant désormais possible l'ouverture d'une instruction.

L'accusation contre l'ex-président Fujimori, aujourd'hui réfugié au Japon, pays de ses parents dont il a la nationalité, a été présentée par une commission d'enquête parlementaire. Daniel Estrada, rapporteur de la commission d'enquête, a souligné que cette "accusation constitutionnelle" avait pour objectif d'obtenir l'inculpation judiciaire pour crimes contre l'humanité de l'ex-président péruvien, soupçonné d'être responsable de deux massacres perpétrés au plus fort de la lutte contre la "guerre populaire prolongée" du Sentier Lumineux. (maoïste) qui a fait 25 000 morts entre 1980 et 1992.

Le 3 novembre 1991, un commando paramilitaire qui pensait surprendre une réunion terroriste avait fait irruption dans une maison de Barrios Altos, un quartier populaire de Lima et ouvert le feu sur les participants d'une fête privée tuant quinze personnes. Le 18 juillet 1992, un autre commando avait enlevé neuf étudiants et un professeur de l'Université de la Cantuta, proche de Lima, soupçonnés de constituer une cellule du SL. Ils avaient été exécutés d'une balle dans la tête.

Mais le gouvernement péruvien espère que cette accusation incitera la communauté internationale à faire pression sur Tokyo afin d'obtenir la comparution de l'ex-président devant un tribunal. L'accusation constitutionnelle désormais adoptée, la procédure visant à obtenir l'inculpation de l'ex-président pour crimes contre l'humanité est automatiquement enclenchée.

Le président du collège des avocats de Lima a estimé que la Constitution faisait obligation au procureur d'ouvrir automatiquement une procédure même

s'il appartiendra en dernier ressort à la justice de qualifier l'éventuel chef d'inculpation et, le cas échéant, de poursuivre l'accusé.

Sur son site Internet, l'ex-président Fujimori a qualifié sa mise en accusation constitutionnelle de " machinations sans queue ni tête.

REPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES :

1.Quel est le but de l'ouverture de l'instruction judiciaire votée par le Congrès péruvien? 2.Duquel pays l'accusé a-t-il sa nationalité? 3.A. Fujimori desquels crimes est-il présumé soupçonné? 4.Le soupçonné des crimes contre l'humanité doit-il être extradé et jugé par le tribunal international? 5.Quelle est l'attitude de A. Fujimori envers ses inculpations constitutionnelles?

Á APPRENDRE

Commettre un homicide

Commettre un crime , un forfait,un meurtre

Un attentat

..... un enlèvement

..... une violence

un homicide

assassiner qn

une tentative de suicide

un assassin, un meurtrier

s'abstenir de (une abstention)

se réprimer de

répliquer de (nier, dénier, se récuser de)

perpétrer un crime

un soupçon, un suspect

présumer (être présumé de)

être censé de

inciter à

suggérer à

pousser à

déferer, traduire une cause au tribunal

ouvrir une instruction, une enquête (entamer)

здійснити злочин,
вбивство

зникнення

насильство

вбивця, вбивство

вбити

спроба самогубства

вбивця

утримуватися від ...

заперечувати

спланувати, задумати

підозрюваний

який вважається

наштовхувати

провокувати

передати справу в суд

enclencher qch, entamer (la procédure)
persécuter qn

розпочинати (слідство)
переслідувати

comparaître devant...
une comparution
prévariquer

предстати перед судом
зловживати службовими
обов'язками
злочинне угруповання

un gang de meurtres
à l'encontre de
à l'égard de
concernant
avoir trait à
en matière de
extrader qn
une escroquerie, un gaspillage, une concussion

СТОСОВНО

видавати іноземній державі
шахрайство
хабарництво

une corruption
être inculpe(e); être accusé(e), être coupable
être innocent (e)
être puni (punir)
sine die
sine qua non

бути винним
карати
на невизначений строк
нагальна умова

la loi de saisie (accorder un sursis)
une réclusion à
une matière à rérimination
récriminer à qn...
prendre en otage
une réprobation

надати відстрочку
ув'язнення
докази в звинуваченні
звинувачувати
брати в заручники
осуд, несхвалення

à bon droit
être en litige
une séance

законно
вести тяганину
засідання

TRADUIRE EN UKRAINIEN:

1. Le groupe de perquisitions s'en tient à ces chiffres en indiquant que 70 % des dossiers traités concernent effectivement les vols. 2. Les associations du

commerce qui luttent contre l'implantation d'un centre commercial géant reprennent espoir après l'examen par le tribunal administratif de recours contre ce projet. 3.C'est le plus haut responsable à être la victime de la politique de meurtre ciblé perpétré par le gang terroriste. 4.Selon plusieurs sources concordantes, il aurait avoué, dans le bureau de juge, avoir supprimé Line Galbardi et Claude Martinez. 5.En cas d'urgence, la Commission peut procéder à une suspension des saisies. 6.Un homme de vingt-trois ans a été persécuté pour viols et tentatives de meurtres.7.Trois gardiens de la paix sont condamnés par le tribunal correctionnel à six mois de prison avec sursis et aux amendes pour les violences sur deux étudiants. 8.Plusieurs dirigeants arabes ont dénoncé cet acte mafieux. 9.Un attentat suicide à la bombe a causé la mort des deux policiers et a blessé vingt-quatre personnes en plein –centre de la ville. 10.La Cour de cassation a déclaré non-admis le pourvoi du chef terroriste contre sa condamnation pour complicité et blanchiment d'argent. 11.Anciennement appelés "les flagrants délits", la comparution immédiate a été créée en France en 1983 afin de faire comparaître devant le tribunal correctionnel de toute personne ayant commis un délit passible de sept ans d'emprisonnement au plus. 12.Les trois instructions distinctes ont abouti à la mise en évidence d'indices laissant présumer l'implication du premier ministre dans les délits liés au financement étatique. 13.Les juges se sont déclarés incompétents pour mettre en examen le président et le convoquer en qualité de témoin assisté. 14.Le meurtre d'un des dirigeants de l'Organisation de libération nationale a suscité une large réprobation et un concert de condamnation unanime. 15.Ces dernières menaces ont suscité un regain d'inquiétude. 16.L'assassinat du leader national aurait pu être réalisé avec la complicité des plus hautes autorités de l'Etat. 17.Le vice-premier ministre, arrêté par le soupçon d'espionnage et de divulgation de secret militaire, a été relâché par la Cour militaire. 18.Les ravisseurs des deux journalistes italiens poseraient trois nouvelles conditions, dont le versement d'une rançon de trois milliards de dollars, ne feraient plus allusion à l'abrogation de la loi sur la laïcité par la France. 19.Du côté des diplomates et des responsables politiques, la mobilisation pour la libération des otages ne faiblit pas, mais la prudence prévaut. 20.La délinquance a augmenté confirmant une tendance lourde de contravention. 21.Trois personnes ont été enlevées et tuées par des membres présumés du groupe rebelle musulman dans l'île de Basilan (des Philippines)- annonce la radio locale.

TRADUIRE EN FRANÇAIS :

1. Як свідчить преса, колишній прем'єр постане перед судом за злочини по привласненню величезної суми грошей. 2. Ця особа вважається причетною до махінацій. 3. Прес-секретар заявив, що подібні звинувачення позбавлені підстав. 4. Майже 2 роки тривало слідство щодо звинувачень экс-глави держави у хабарництві та відмиванні брудних грошей. 5. Добре відомо, що американська правова система здатна карати чи милувати всіх, незважаючи на посади чи міжнародні інтереси. 6. Свідки підтверджують його причетність до масових вбивств і зникнення 7 тис. мусульман. 7. В Ірландії розпочато безпрецедентне за масштабами слідство після того, як в закритому контейнері було виявлено 8 перебіжчиків – нелегалів. 8. Затриманий відкидає будь-які звинувачення на його адресу. 9. Іноземний громадянин був взятий в заручники під час пограбування банку минулої середи. 10. Очікується, що ФБР відтепер зосередиться не на кримінальній злочинності, а на боротьбі з тероризмом. 11. Громадянин Німеччини перебуває в міжнародному розшуку. 12. Деякі засоби масової інформації роповсюдили чутки про намір самогубства глави цього терористичного угруповання. 13. Відмивання брудних грошей набуло широкого розмаху в цій країні та призвело до зникнення 750 млн. американських доларів в національному банку. 14. Міністерство Внутрішніх справ оголосило про намір відомого терориста та його 16 спільників здійснити теракти на території США. 15. Цей злочин задуманий і здійснений при сприянні деяких служб державної охорони. 16. Міністерство праці подало позов на корпорацію та її колишніх керівників, які звинувачуються у корупції та відмиванні брудних грошей.

MENSONGES EN OSSÉTIE

La gigantesque prise d'otages (plus de mille personnes et enfants) organisé par un commando protchéthène dans une école de Beslan (une bourgade d'Ossétie s'est achevé par un carnage. Les terroristes détenaient plus d'un millier de personnes, dont de nombreux enfants, depuis le premier septembre. Le président russe avait affirmé qu'il n'y aurait pas d'assaut afin de préserver la vie des otages. Mais pour des raisons élucidées, une explosion qui a fait s'effondrer le toit de l'école a déclenché une véritable bataille entre le commando et les forces russes. Le bilan provisoire officiel fait état de plus de 330 victimes tuées et plus de 700 blessées. Mais les témoins évoquent au moins 500 morts. Le fait frappant de cette tragédie est que les mensonges des autorités russes sur le nombre d'otages, les conditions d'intervention des forces militaires russes ont

accru la tension dans cette petite république du Caucase traditionnellement en conflit avec l'Ingouchie et Tchétchénie, ce qui fait craindre de nouveaux affrontements.

Après s'être rendu sur les lieux le président russe est intervenu à la télévision déclarant que les Russes ont affaire avec le terrorisme international contre la Russie. Lors de sa rencontre avec les spécialistes occidentaux, le président russe a indiqué qu'il n'est pas question pour lui de modifier sa politique à l'égard du Caucase.

Le monde entier a condamné l'odieuse prise d'otage de Beslan en Ossétie du Nord. La France en fait, bien entendu, partie. Certains pays ont dénoncé aussi la manière dont les forces russes ont donné l'assaut, faisant plus de deux cent cinquante morts. Le premier-ministre polonais s'est dit choqué et indigné par cette brutalité estimant qu'il aurait fallu négocier longtemps. Et la Commission européenne a réclamé des explications de Moscou. La France ne l'a pas fait. D'un côté, la diplomatie de la France défend en Irak, avec éclat, une démarche politique afin de déjouer pacifiquement que possible les menaces terroristes et, en Russie, elle ferme les yeux quand les menaces similaires sont réglées dans le sang et le carnage. Le président français n'a pas hésité à dénoncer l'aventurisme américain en Irak et il s'honorerait à condamner avec vigueur la brutalité russe en Caucase. Ce qui ne l'empêchait pas de placer la Russie, sans sourciller, «au premier rang des démocraties» et d'exorter les Européens à manifester plus de respect envers Moscou. Evidemment que la France continue à faire preuve d'une stupéfaite mansuétude à l'égard du pouvoir russe qui a choisi depuis longtemps la voie exactement inverse pour tenter de résoudre le conflit tchétchène.

EMPLOYEZ LES EXPRESSIONS DANS DES PHRASES :

Au bout du compte-; sous la réserve que-; à la réserve que-; du fait que-; une réeddition inconditionnelle-; se tenir quitte de-; traduire devant le tribunal de guerre-; avoir beau f.-; exonérer des poursuites-; exhiber -; être confronté à .

LEÇON 5

PARIS AVAIT ÉTÉ INFORMÉ PAR WASHINGTON DE L'IMMINENCE D'UNE INTEVENTION

En s'adressant aux Français dimanche, peu après le début des frappes en Afghanistan, Jacques Chirac voulait manifestement signifier que la France est d'orès et déjà engagée dans l'opération militaire qui vient d'être lancée, même si elle ne prend pas une part active à sa première phase. "Nos forces y participeront", a dit le président qui a fait état de nouvelles demandes de participation militaire", formulées ces derniers jours par les Etats-Unis et indique qu'il y serait répondu favorablement. M.Chirac avait été averti dimanche matin du déclenchement des opérations par le président américain et il s'était immédiatement entretenu par téléphone avec L. Jospin.

Dès mercredi, Paris avait été informé de l'imminence de l'intervention en Afghanistan. Un conseiller de J.Chirac, de Tony s'est rendu en visite ce jour-là à Washington, à la demande de la Maison Blanche pour une concertation étroite et discrète. Elle a porté sur les phases ultérieures de la riposte aux attentats du 11 septembre, celles auxquelles le président Bush a fait allusion dans sa déclaration de dimanche, en parlant des alliés qui ont promis les forces au fur et à mesure que l'opération se déroulera.(outre la Grande Bretagne, il a cité le Canada, L'Australie, l'Allemagne et la France). Les responsables de l'administration américaine ont évoqué les différentes options qu'ils envisagent pour la suite des opérations. Ils attendent de leurs alliés qu'ils réfléchissent aux différents scénarios.

Après cette rencontre à Washington, un conseil restreint a été réuni à l'Elysée auquel participaient L.Jospin, A.Richard. La volonté de la France d'être présentée dans la riposte militaire aux attentats avait été fortement exprimée par J. Chirac sans état d'âme. De la même manière, que M.Jospin dans son discours devant l'Assemblée Nationale a finalement refusé l'idée selon laquelle ce combat ne serait pas "le nôtre", le président de la République a de nouveau souligné que la menace pèse sur tout le monde. Il l'a fait d'une façon moins alarmiste que George Bush sans évoquer le risque accru auquel expose évidemment toute participation à la riposte engagée. A ceci près, la similitude des thèmes abordés dans ses trois discours de dimanche, est frappante; elle reflète la concertation et une forte cohésion. Mais les efforts scrupuleux de Washington devraient avoir apaisé ceux qui craignaient que la France ne s'engage sur la voie d'un "alignement aveugle" sur les Etats-Unis.

Les Américains ne le réclament pas et, du côté français, rien n'a jamais été dit qui puisse s'assimiler à un renoncement de la libre appréciation. Ces efforts des Etats-Unis devraient aussi reconforter ceux qui redoutaient que la France ne se

trouve “dans la pire des situations”, en affichant une solidarité ostentatoire combinée à un engagement militaire dérisoire.

Les experts politiques français ne contestaient pas la légitimité d’une riposte collective aux attentats du 11 septembre et ne considéraient pas non plus qu’elle prive chacun de son quant-à-soi sur l’analyse des causes profondes. Les Américains ne cherchent pas à forcer chez quiconque une demi-adhésion qui ne ferait que les encombrer. Le président français a rappelé ainsi que son homologue américain, que c’est une opération à long terme qui vient d’être engagée, c’est la cible politique des forces progressistes du monde.

L’ALLOCUTION DU PRÉSIDENT M. JACQUES CHIRAC

“Mes chers compatriotes, Le 11 septembre dernier, les Etats –Unis ont été frappés. Six mille inno-cents ont perdu la vie. C’est monstrueux. Nous devons savoir que ces at-taques terroristes nous concernent tous. Toutes les démocraties sont menacées.

La France a fait immédiatement part de sa solidarité. Elle a indiqué qu’elle mènera avec les Etats –Unis ce combat dans lequel tous les hommes épris de liberté, doivent s’engager avec détermination.

Le refus du régime taliban de livrer Ben Laden et les auteurs des attentats conduit les Etats-Unis et leurs alliés à engager des opérations en Afghanistan.. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies reconnaît la légitimité de ces opérations. Le peuple afghan qui a tant souffert depuis vingt ans et qui est aujourd’hui victime d’un régime taliban, n’est pas en cause. Tout sera fait pour l’aider et pour favoriser à l’avenir le développement en Afghanistan.

Les opérations militaires se feront sur une longue période. Elles viseront à punir les coupables et à détruire les infrastructures des réseaux terroristes et leurs soutiens. Nos forces y participeront. A ce stade, des navires français sont associés à cette opération. Ces derniers jours, les Etats-Unis nous ont présenté de nouvelles demandes de participation militaire. J’ajoute que la lutte contre le terrorisme est un combat sans merci qui se joue sur de nombreux fronts. L’action militaire est destinée à détruire les bases en Afghanistan. Il faut s’attaquer à ces réseaux par une coopération internationale renforcée dans les domaines du renseignement, de la justice, des finances. Dans l’action que je mène avec le gouvernement, je sais pouvoir compter sur votre soutien. Nous avons éprouvé dans notre chair, il n’y a pas si longtemps, l’horreur du terrorisme. Nous savons qu’il ne faut jamais céder au chantage ou à la peur. La liberté et la dignité sont à ce prix.”

J.CHIRAC, Président de la République française.

RÉPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES:

1.Pourquoi la France était-elle engagée dans la riposte militaire contre les terroristes afghans? 2.Auxquels faits Paris a-t-il fait allusion? 3.Le gouvernement français a-t-il fait part de ses activités militaires en revanche des attentats terroristes aux Etats-Unis? 4.A quoi le président de la France a-t-il exhorté les forces progressistes du monde? 5.Trouvez-vous que la France ait suivi d'une façon aveugle la voie tracée par les Américains? 6.Est-il indispensable de faire face aux actes terroristes d'une manière concertée et intransigeante?

PRÉCISEZ LES SENS DES MOTS ET APPRENEZ-LES

Frapper (une frappe); s'engager à;- s'impliquer à; - déclencher les opérations; la guerre, la campagne-; s'impliquer à; s'entretenir avec; mener la conversation avec; une concertation étroite, une cohésion, un concert étroit; de concert; riposter à, récuser, objecter à, répliquer à;- avertir qn.-; faire part de-; aviser qn, informer qn; un conseil restreint; être ostentatoire (spectaculaire, ostensible); pousser à, inciter à,; être imminent(e)- impératif(ve), opportun(e), urgent (e); être similaire (pareil (le)); faire allusion à;- alléguer à; à ceci près; encombrer-entraver-; d'orès et déjà –dorénavant; mettre en cause;- être impliqué à),-la lutte sans merci; être à la merci de; l'allocution (l'intervention) à en juger d'après-; tirer à des conséquences-; jouissant de plénitude des droits-question cruciale-; une pierre de touche -, un problème pesant-;

TRADUIRE EN UKRAINIEN :

1.Les Etats- Unis ont déclaré que ces attentas ne faisaient qu'attiser le conflit au Proche Orient. 2.A la faveur de la réconciliation que furent prises les négociations pacifiques des deux parties hostiles. 3.On parlait beaucoup de l'imminence de la riposte brusque contre les violences des terroristes. 4.La conjoncture politique est appréciée comme celle qui rendrait plus difficile le retour au calme. 5.La solidarité avec ce pays s'est averée plus impérative que jamais. 6.Aux Etats-Unis comme en Europe, ce meurtre a suscité un concert de condamnations unanimes. 7.Les débats sur la question corse s'accompagne de dissensions au sein des services antiterroristes. 8.Le président s'est entretenu avec le premier-ministre à l'égard de l'affrontement des forces hostiles. 9.Lors des négociations, on a abordé le problème de réglementation de la situation tendue dans cette region du monde. 10.La France entend s'impliquer dans les

activités de maintien de la paix. 11.Les présidents ont entamé les pourparlers sur la réduction des forces armées. 12.Ces objections seront relevées dans le rapport définitif qui sera remis à l'Assemblée Générale de l'ONU. 13.L'ancien président du Sénat a démissionné de son mandat de maire de Loudun (Vienne). 14.Le cabinet de Sécurité restreint à nouveau réuni, a donc délibéré ce problème urgent. 15.Lors des entretiens, les Ministres des deux pays ont dénoncé les violations graves des droits de l'homme. 16.Certaines sources autorisées estiment que si le Ministre ignorait l'imminence de punition d'un soupçonné, il y aurait d'autres personnes à éliminer. 17.Il semble que le ministre des affaires étrangères n'ait pas été prévenu de la cible ce qui suscite quelques remous dans la coalition. 18. Nombre d'organisations envisage vengeance. 19.Même si le gouvernement a justifié les meurtres en imputant à la victime des actes terroristes, c'est d'abord une cible politique qui semble avoir été visée. 20.La France entend promouvoir ses activités de conciliation entre les hostilités. 21.Le vice-premier ministre, arrêté pour soupçon d'espionnage militaire a été relâché par le tribunal militaire. 22.Les ravisseurs des deux journalistes allemands poseraient trois nouvelles conditions, dont le versement d'une rançon de cinq milliards de dollars, mais ne feraient plus allusion à l'abrogation de la loi sur la laïcité par l'Allemagne. 23.Lors des négociations on a abordé le problème de réglementation des forces hostiles. 24.Nous partageons la priorité similaire, celle de combattre sans merci le terrorisme.

TRADUIRE EN FRANÇAIS :

1. Голова парламенту вважає, що шляхом узгоджень та компромісів вдалося досягнути позитивних результатів 2. На думку генерального секретаря ООН, запровадження санкцій проти Афганістану, не сприятимуть урегулюванню збройного конфлікту. 3. Представники адміністрації США вважають, що нагальною проблемою на сьогоднішній час є денонсування даного договору, як наслідок негайних переговорів з представниками ядерних держав. 4. Голова бюджетного комітету заявив, що збільшення витрат на оборону не підлягає сумніву. 5. Як наголошують іноземні оглядачі, американські законодавці будуть однозначно заперечувати проти бюджету, зважаючи на той факт, що протягом останніх років підряд відбувалося скорочення витрат на воєнні потреби. 6. Президент США підтвердив готовність американської сторони розвивати з Україною стосунки стратегічного партнерства шляхом продовження діалогу на найвищому рівні. 7. Голова українського зовнішньополітичного відомства висловив

солідарність з американським народом у подоланні наслідків трагедії та підтримав зусилля США, спрямовані на об'єднання світового товариства навколо ідеї боротьби з тероризмом. 8. Даний документ передбачає відшкодування коштів вкладників. 9. Як наголошують іноземні політики, терористичні угруповання підживлюють цей конфлікт. 10. За повідомленням прес-служби президента, останній планує виступити зі щорічним зверненням до Національної асамблеї в середині травня. 11. Така позиція відкрито суперечить міжнародним зобов'язанням щодо припинення ескалації конфлікту на Близькому Сході. 12. У сучасному світі дедалі очевиднішим стає економічний розрив між так званими багатими та бідними країнами, що породжує нові протиріччя. 13. Віце президент країни підкреслив, що Штати повинні уникати ескалації насильства на Близькому Сході та захищати інтереси союзників. 14. Деякі спільники терористичного угруповання відкрито оголосили себе причетними до повалення уряду. 15. Тільки взаємна погодженість світового співтовариства у боротьбі з міжнародним тероризмом дасть позитивні результати. 16. Розв'язання війни призвело до голоду, масового зубожіння та насильства. 17. Ваша ворожа позиція наштовхує нас на прийнятті заходів, спрямованих на встановлення перемир'я та мирне вирішення конфлікту, - заявив уповноважений представник ООН. 18. Після приземлення президент України заявив, що має намір зробити відносини з Росією взаємовигідними та будувати свої стосунки у новому форматі переговорів для поглиблення наших контактів.

PRÉVOIR LE 11 SEPTEMBRE

Le rapport d'enquête de la commission spéciale du Sénat et de la Chambre des représentants des Etats-Unis sur les attentats du 11 septembre à New-York et Washington est extrêmement critiqué sur la CIA et FBI. Le rapport énumère leurs défaillances et leur aveuglement avant cette tragédie qui a fait près de 3 000 morts. La Commission d'enquête tente de répondre si c'était vraiment impossible de prévoir et d'empêcher les attaques du 11 septembre. Le rapport de 850 pages n'apporte pas de révélation, mais il est au total, accablant. Le FBI et CIA avaient accumulé des masses de renseignements qui, soit n'ont pas été rapprochées entre elles pour des raisons mi-bureaucratiques, mi-politiques, soit ont été ignorées par les responsables qui croyaient l'Amérique intouchable et n'accordaient donc pas de crédit aux preuves de menaces mises sous leurs yeux. Les enquêtes montrent que cinq des dix-neuf terroristes d'Al-Qaida ont rencontré quatorze personnes sur le sol américain qui avaient fait l'objet d'une enquête du FBI. Quatre d'entre

elles étaient soumises à l'enquête. Un informateur du FBI était en contact avec deux des pirates de l'air lorsqu'ils étaient à San-Diego., mais l'antenne locale du bureau ignorait que ces personnes avaient été identifiées par la CIA comme des membres du réseau de Ben Laden. A l'été 2001, plusieurs alertes ont été données sur des attaques imminentes devant causer des pertes considérables ; mais elles sont restées sans suite.

Impossible d'empêcher le 11 septembre? On peut penser le contraire après lecture du rapport qui donne des arguments aux critiques contre les agences de renseignement américain, déjà sur la sellette à propos de l'existence d'armes de destruction massive en Irak. Les démocrates accusent la Maison Blanche de n'avoir tiré aucune conclusion des échecs patents des services de renseignement américains, leurs responsables sont toujours en place.

Un autre volet de critiques s'ouvre sur 28 pages qui ont été effacées par la Maison Blanche pour des raisons de sécurité. Qu'y a-t-il donc dans ces pages ? Les questions se concentrent notamment sur le rôle de l'Arabie Saoudite. Le rapport confirme que Riyad a refusé de collaborer aux enquêtes après le 11 septembre mais explique surtout qu'un Saoudien suspecté d'avoir des liens avec le gouvernement de son pays a financé directement aux Etats-Unis les deux pirates de l'air de San-Diego.

Ils les a rencontrés juste après une visite au consulat de Los Angeles. Il est permis de penser que les „coupes” du rapport concernent des précisions qui mettent en cause l'Arabie Saoudite, d'une part, et d'autre part, ses liens diplomatiques avec certaines personnes de la Maison Blanche.

Au terme de dix mois d'enquêtes et d'auditions . la commission américaine ne conclut pas pour autant que les attentas auraient pu être évités.

EMPLOYEZ LES EXPRESSIONS DANS DES PHRASES:

Ne pas savoir à quoi s'en tenir-; une cible politique-; pour le seul effet-; en fonction de-; étant fonction de-; par le biais de-; dans l'entre temps-; être habilité à-; pour renfort de potage; à en juger d'après; à ceci près.

LEÇON 6

COMMENT JUGER LES CRIMINELS D'ÉTAT

Depuis quelques mois, une idée est en train de s'imposer progressivement: les dictateurs qui, pour arriver au pouvoir ou pour s'y maintenir, commettent les

pires crimes. Ils ne doivent pas être restés impunis. Il faut qu'ils soient jugés et c'est l'affaire non seulement de leur pays mais de la communauté internationale.

Il y a peu de temps encore, cela paraissait impossible. Le général Pinochet qui, à la tête de la junte chilienne, a été responsable de la disparition de trois mille opposants dans les années 70, s'appêtant à vivre une retraite tranquille. D'autres dont les méfaits se sont exercés sur une plus grande échelle, n'ont jamais eu à rendre compte à aucune justice.: ni le général Videla en Argentine dont le régime fut dix fois plus meurtrier que celui de Pinochet ; ni Pol Pot qui a tué plus d'un million de personnes au Cambodge, ni tous ceux qui dans des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine font disparaître des opposants exécutent sans jugement, torturent dans les prisons maltraitent ou massacrent des civils désarmés. Dans les démocraties, on s'indignait de ces exactions, on les condamnait comme une insulte à la morale, mais nul ne semblait avoir les moyens de les sanctionner.

Et voilà que le général Pinochet, venu comme souvent en visite en Angleterre, se fait un jour arrêter, la surprise générale sur ordre d'un juge de Madrid qui réclame son extradition pour qu'il soit jugé en Espagne. Une chose est d'ores et déjà prouvée par cette arrestation spectaculaire : il existe dans le droit des Etats et dans le droit international des moyens de poursuivre, ailleurs que dans son propre pays, un ancien chef d'Etat.

Et si le juge espagnol l'a osé ; c'est qu'un fort mouvement d'opinion est en marche depuis quelques années en faveur de l'avènement d'une justice internationale. Ce mouvement, porté par de nombreuses associations de défense des droits de l'homme et d'assistance aux victimes des conflits armés, a débouché en juillet 1997 sur la décision prise par 120 pays de créer un tribunal international. Il sera chargé de poursuivre les responsables de crimes qui, par leur gravité, porte atteinte à la notion même d'humanité et concernent l'ensemble de la communauté internationale.

En 2002, la Cour de cassation chilienne avait estimé que l'état de santé de général en retraite, censé souffrir d'une démence légère mais incurable, ne lui permettait pas de se défendre devant les tribunaux et donc d'y comparaître. Toutes les tentatives de poursuites engagées à l'encontre de l'ex-dictateur avaient depuis lors échoué, au motif de son état de santé.

En juillet 2002 une commission du Sénat américain a révélé que l'ex-dictateur avait détenu entre 1994-2002 près de 8 millions de dollars sur les comptes secrets aux Etats-Unis. Désormais soupçonné de détournements de fonds, Pinochet jusque-là soutenu par une frange non négligeable de la population est soudain

devenu „un cas indéfendable „. Je suis certain que le scandale des comptes bancaires secrets détenus par la famille Pinochet a énormément pesé dans la décision des juges-, estime l'avocat des droits de l'homme et représentant des familles de victimes du plan Condor. A présent, il est probable qu'Augusto Pinochet soit jugé au Chili. Il est désormais en mesure de l'être, puisque la Cour suprême de Santiago a décidé de priver l'ex-dictateur de l'immunité spéciale dont il jouissait jusqu'à aujourd'hui. Déchu de cette protection légale, Pinochet devrait donc prochainement être mis en examen par le juge chilien: il aura à répondre devant la justice chilienne de sa responsabilité dans le cadre des assassinats et des enlèvements d'opposants commis sous l'égide du plan Condor. Ce plan secret mis au point par les dictatures sud-américaines des années 70 visant à l'élimination systématique des opposants au-delà des frontières nationales. Il est acquis que Pinochet avait en effet toujours réussi à échapper à la menace d'une condamnation dans son pays. Se sachant protégé par sa pseudodémence Pinochet a depuis quelques mois multiplié les provocations à l'égard de la justice chilienne : sénile... le voilà qui accorde une interview à une chaîne de télévision américaine. Toujours sénile, on l'aperçoit s'achetant des livres dans une librairie de Santiago.. Et voilà qu'on apprend que, toujours aussi fou, il a continué à gérer lui-même des fonds de ses comptes bancaires secrets. D'ores et déjà privé de sa démence, il n'a pas pu cette fois échapper au verdict des juges. Celui qui a déjà fait l'objet de plus de 300 plaintes pour enlèvements, tortures, disparitions et exécutions d'opposants politiques, n'a jamais été près de s'asseoir sur le banc des accusés.

RÉPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES :

1. Qui connaissez-vous qui soient censés des accusés, impliqués aux crimes contre l'humanité? 2. Quels méfaits sont imputés au général Pinochet? 3. Le juge de Madrid qu'a-t-il réclamé à l'égard des criminels comme Pinochet? 4. Quelle décision a été prise par les associations internationales à l'issue des exactions massives? 5. La Cour pénale est-elle aujourd'hui la réalité? 6. Quelles sont les activités de la Cour pénale? 7. La Communauté internationale doit-elle réagir aux faits liés à l'atteinte des droits de l'homme?

Á APPRENDRE :

| | |
|----------------------------------|--------------------------------|
| Etre censé... | який вважається, розглядається |
| Un forfait (un crime, un méfait) | злодіяння, злочин |
| Forfaire à qch. | порушити обов'язок |

| | |
|--|--|
| Des exactions (represailles) | тут Репресії |
| Une rançon (rançonner) | викуп (давати викуп) |
| Rendre un arrêt | вносити рішення, вирок |
| Etre aux arrêts | заарештувати, бути затриманим |
| Solliciter qch | настійно прохати, домагатися, клопотати |
| Un meurtre ciblé | сплановане вбивство |
| Interpeller qch | вимагати виконання закону |
| Un vol avec effraction | пограбування зі зломом дверей |
| Intenter les poursuites judiciaires | розпочати юридичне переслідування |
| Constituer un juge | призначати суддю |
| Mésuser par devant le juge | зловживати перед судом |
| Rejet d'une demande | відхилення клопотання |
| Décliner la compétence d'un tribunal | оспорити компетенцію суду |
| Non-lieu (non recevoir) | припинення кримінального розслідування через брак фактів злочину |
| Se pourvoir en cassation | подати касаційну скаргу |
| Pourvoi en cassation | касаційна скарга |
| Pourvoi en grâce | клопотання про помилування |
| Requérir (déposer une plainte, une instance) | клопотати в суді виголошувати промову за звинуваченням |
| Une requite | клопотання; скарга; прохання |
| Une chambre des requêtes | відділення касаційного суду |
| Requête civile | касаційне оскарження рушення суду |
| La justice sommaire | самосуд, розправа без суду та слідства |
| Une contestation | спір, опротестування |
| Jugement provisoire | попереднє рішення |
| Lésér (abroger) | зачіпати (інтереси права) |
| Une partie lésée | потерпіла сторона |
| Etre relevé d'accusation | бути позбавленим обвинувачення |
| Saisir un tribunal d'une affaire | передати справу до суду |
| Renvoyer (relâcher) un accusé | звільнити обвинуваченого |
| Les carences | ухиляння від прийнятих зобов'язань |
| Statuer sur... | вносити рішення про... |
| Passible d'une amende | той, що підлягає штрафу |
| Perquisitionner à domicile | проводити домашній обшук |
| Ester en justice | переслідувати в судовому порядку |

| | |
|---------------------------------|--|
| Un procédé dilatoire | відтермінування |
| Consacrer par voie législative | узаконити |
| Etre illicite (inique, illégal) | бути незаконним |
| Condamner à la reclusion | ув'язнити |
| Etre corroboré de... | підтвердити, підкріпити |
| Une audience | слухання |
| Etre en quête de... | бути в розшуку |
| Une calomnie | наклеп |
| La commission rogatoire | доручення однієї судової інстанції іншій |
| (S')avouer de... | признавати вину |
| De l'aveu de... | за свідченням |

TRADUIRE EN UKRAINIEN :

1. Dans un entretien, le président de l'organisation de défense des droits de l'homme, a dénoncé le black-out et l'interdiction des mouvements imposée aux journalistes ainsi qu'aux diplomates dont l'objectif est de cacher leurs crimes. 2. Ces actes d'agression sont graves, car ils transgressent les valeurs morales républicaines. 3. «Nous sommes complètement bouleversés des exécutions», - a déclaré le préfet de la ville. 4. On a indiqué que l'enquête sur ces délits demeure en suspens. 5. L'équité est le deuxième pilier de la paix. 6. C'est une mesure de clémence envers les contribuables suspectés de dissimuler au fisc une partie de leurs revenus. 6. Le gouvernement a décidé de supprimer des allègements fiscaux tout en étant en quête de recettes supplémentaires. 7. La force ne peut constituer qu'un dernier recours. 8. Dans le contexte d'urgence et d'interdépendance marquant notre époque, l'injustice crée la révolte, la révolte et le désordre – la violence-, selon un cycle infernal-, qui se répercute pays après pays, région après région. 9. C'est la première fois que le tueur en série sollicite une audience. 10. Le juge, évidemment, ne se contente pas des allusions. 11. Un soupçonné considère ces accusations comme calomnieuses. 12. Selon le courrier de l'accusé, ces assassinats auraient été commis sur ordre. 13. Cette accusation hallucinante est peu crédible de la part d'un condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. 14. Selon les dires des juges, il serait mêlé à l'organisation d'un assassinat perpétré. 15. Si ces aveux seront corroborés par des éléments recueillis par l'enquête, les déclarations d'un condamné augurent d'un rebondissement de l'instruction en cours. 16. Plusieurs de ces personnes ont vivement mis en cause les accusations portées contre eux. 17. Ce n'est pas qu'à l'issue d'une série de recoupements qu'on saura si ses propos relèvent d'une volonté de nuire ou d'un

souci de faire éclater la vérité. 18. Il est légitime que le maire ait la capacité d'appliquer les pouvoirs qui lui ont été attribués. 19. La chambre d'accusation de la Cour d'appel examine la requête en nullité déposée par les avocats des deux frères accusés du viol et du meurtre. 20. Les agents chargés de verbaliser doivent être agréés par le procureur. 21. Le juge chargé de l'enquête sur les fausses factures du Bureau des musées de la Ville vient de renvoyer treize personnes devant le tribunal correctionnel. 22. Agissant sur une commission rogatoire du juge, les policiers sont parvenus, au terme d'une surveillance de cinq mois à toucher du doigt, l'un des plus gros trafics de stupéfiants organisés sur le territoire insulaire. 23. La plainte portée en Belgique „pour crimes contre l'humanité” ont été jugées recevables par le parquet de Bruxelles, la justice belge étant habilitée à juger des crimes contre l'humanité.

TRADUIRE EN FRANÇAIS :

1. Індивідуальна відповідальність за грубі порушення прав людини, залишається спірним питанням у міжнародному праві. 2. Генеральний прокурор має намір здійснити офіційний запит на видачу підозрюваного, який вчинив численні злочини проти людства. 3. Затриманий відкидає будь-які звинувачення проти нього. 4. Громадянин Німеччини перебуває в міжнародному розшуку. 5. Персональна відповідальність, передбачена Міжнародною конвенцією, згідно з якою особи, звинувачені в геноциді, повинні предстати перед судом держави, де було скоєно злочин чи перед міжнародним трибуналом. 6. Затриманий був раніше засуджений за пограбування квартири, краді та зникнення людей. 7. Як повідомляють ЗМІ, громадянку Росії було взято в заручниці під час пограбування банку минулої середи. 8. Підприємства, задіяні до корупції, будуть позбавлені права на отримання державних замовлень. 9. Верховний Суд усунув екс-президента, звинуваченого в хабарництві і привласненні державних коштів. 10. Генеральна прокуратура США розпочала слідство у справі корпорації „Кока-Кола” яку звинувачують у порушенні фінансової звітності. 11. Деякі засоби масової інформації розповсюдили чутки про намір самогубства глави терористичного угруповання. 12. Ця особа звинувачується в численних вбивствах, тортурах, зникненнях людей, затриманий має предстати перед судом. 13. Потерпіла Н. планує подати до Європейського Суду з прав людини скаргу проти своєї держави на порушення прав, як потерпілої та неефективність слідства. 14. За словами представника виборчої комісії, триває розгляд скарг окремих кандидатів в депутати, з приводу

порушень у ході голосувань. 15.Посольство України має намір подати прохання про помилування громадянки України. 16.Тільки після вивчення обставин справи буде розглянуте питання про екстрадицію злочинців. 17.Слідча група провела слідство понад 200 випадків злочинних вбивств, грабежів та зникнень людей. 18.Світова спільнота гнівно засудила численні репресії проти людства, як посягання на людську гідність.

LA COUR PÉNALE REVIENT UNE RÉALITE

La soixantième ratification du traité permettant la mise en place de la Cour pénale internationale (CPI) qui a pour vocation de juger les auteurs des crimes contre l'humanité, crimes de génocide et crimes de guerre a eu lieu le 11 avril 2003, au siège de l'ONU, à New-York. Ce jour-là 39 pays ont signé ce traité.

Malgré l'opposition active de Washington, la course aux ratifications s'est accélérée. Les Américains sont opposés à la création de la CPI et même ont approuvé un projet de loi interdisant la coopération avec la CPI. Cependant, malgré l'opposition des républicains, l'ex-président américain avait pris la décision de signer le traité. La CPI, qui siègera à la Haye, ne sera mise en oeuvre que soixante jours après la soixantième ratification, soit le 1 juillet. Les pays signataires du traité se sont réunis à New -York pour adopter les dispositions concernant le budget de la CPI et pour élire ses 18 juges et son procureur.

Pour les défenseurs des droits de l'homme qui ont apporté une contribution déterminante à ce projet, la création de la Cour a pour vocation de devenir l'institution la plus importante de la justice internationale. N'ayant pas réussi à dissuader certains pays de ratifier le traité, l'administration Bush étudie les moyens d'affaiblir les pouvoirs de la Cour. Parmi les mesures envisagées: priver la CPI des fonds nécessaires à son fonctionnement. Selon l'ambassadeur américain chargé du dossier des droits de l'homme, on pourrait parler de la possibilité pour Washington de „retirer” sa signature du traité négocié à Rome. M. L'ambassadeur a remarqué qu'on devrait” accepter le fait que la CPI est désormais une réalité et que l'opposition à son fonctionnement est un exercice futile.” Il se dit, par ailleurs, extrêmement préoccupé par l'éventualité d'un retrait de la signature américaine du traité, „cela serait un geste non seulement stupide et sans précédent, mais surtout extrêmement dangereux pour les Etats-Unis, estime-t-il, car cela ouvrirait la voie à d'autres pays pour retirer leur signature de certains traités qu'ils ont signé et pas encore ratifié; je pense aux conventions sur les armes chimiques, sur la torture, voire aux douze conventions contre le terrorisme.”

EMPLOYEZ LES EXPRESSIONS DANS DES PHRASES :

le dernier supplice-; par devers-; sans détours; sans précédent-; sous le coup de-; impartir un délai à;-à bout d'expédient-; grosso modo-; une commission rogatoire; sous mandat de dépôt; en dire long.

LECON 7

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS DÉPLORE LE DÉCHAINEMENT DES FORCES HOSTILES À LA PAIX

Le président français s'est entretenu par téléphone avec son homologue de l'Autorité palestinienne qui s'est déclaré très inquiet de l'évolution au Proche Orient. Le porte-parole de l'Elysée a précisé que le chef de l'Etat a réitéré sa conviction qu'il n'y avait pas d'issue dans l'affrontement et que l'usage de la force et de la violence ne règlera rien. Seul le dialogue peut enrayer l'engrenage actuel et conduire à la sécurité et à la paix-, a fait valoir M. le président. Le président de l'Autorité palestinienne a de son côté, attiré l'attention du président de la République, sur l'extrême gravité de la situation dans cette région. Intervenant devant les Ambassadeurs de France comme chaque année à Paris, le président de la France a évoqué les événements au Proche-Orient. Le chef de l'Etat a rappelé l'équation sans laquelle aucune solution ne saurait perdurer. Le chef de l'Etat a indiqué que la France soumettrait à ses partenaires des propositions afin que soit engagée une réflexion sur ce thème important et le rôle de l'UE dans le monde, car la Communauté Européenne offre un image d'un géant économique dont le poids politique n'est pas à la mesure de sa place dans le monde. Cette implication accrue dans les opérations de maintien de la paix ne serait que l'aspect du renforcement du rôle de l'UE sur la scène internationale. La France souhaite continuer à étendre le champs des actions extérieures de l'Union, citant les politiques concernant les réfugiés, la lutte contre la criminalité, la drogue ou la prostitution. Lors du sommet en Jordanie qui avait réuni les autorités israéliennes et palestiniennes ainsi que les autorités des Etats Unis, de l'Europe, de la Russie et de l'ONU, le président américain dans son allocution hebdomadaire a déclaré qu'aucun dirigeant ne peut accepter davantage d'humiliations, de tueries, de violences dans cette région. On présageait quelques phases qui devraient aboutir à régler le désaccord dans cette région. Durant la phase 1 un appareil de sécurité entreprend des opérations effectives contre les

responsables du terrorisme et visant à démanteler les infrastructures terroristes. Cela comprend la confiscation des armes illégales. Israël se retire des zones palestiniennes occupées depuis 2000 et cesse toute action pouvant détruire la confiance mutuelle.

La phase 2 s'achèvera en 2003 par la création possible de l'Etat palestinien indépendant doté de frontières provisoires. L'état palestinien sera complètement démilitarisé sans autorité pour conclure des traités de défense ou engager une coopération militaire. Les deux parties concluent en 2005 un accord permanent qui met fin au conflit israélo-palestinien et accomplit la vision des deux Etats. La solution sera atteinte par des négociations directes et un accord direct. La phase finale de processus sera lancée au cours d'une conférence internationale convoquée par le Quartet qui apporterait son soutien soutenu et opérationnel. L'accord final sera négocié sur l'initiative du prince héritier saoudien Abdallah et adopté par le sommet de la Ligue arabe à Beyrouth qui propose la paix et la sécurité en échange d'un accord global.

L'Israël et les Palestiniens appliquent les recommandations du rapport Bertini sur l'amélioration des conditions humanitaires, la levée des couvre-feu et des restrictions sur le mouvement des personnes et des biens et l'accès sans restrictions du personnel humanitaire et international.

RÉPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES :

1. Comment peut-on régler l'affrontement hostile des pays du Proche-Orient? 2. Quel est le rôle de l'UE dans l'aspect du renforcement de la paix? 3. Quel accord envisage-t-on de conclure en 2005 et en quoi consistera son rôle? 4. Quelles conditions opportunes sont-elles prévues à aboutir au règlement du conflit dans la région du Proche-Orient?

PRÉCISEZ LES SENS DES MOTS ET APPRENEZ-LES

Déplorer; regretter;- être dans une impasse, (être pris dans l'engrenage, être dans l'ornière, être dans un imbroglio);- av. l'issue de;- affronter qch; faire face à;- enrayer, freiner qch;- effectuer, exercer;- l'exercice d'un droit;- faire mine de (f. L'apparence de);- (s') impliquer à;- un réfugié;- une situation fragile;- prôner (préconiser pour, opter pour, contre)-; assumer la responsabilité; - une controverse (une contestation);- s'y prendre à;- une affaire réservée;- sans desespérer;- une notification;- conjurer qch;- (dénoncer) une foi des traités;- être

déchu des fonctions; suspendre les hostilités; établir une trêve (armistice); une inimitié.

TRADUIRE EN UKRAINIEN :

1.Le premier-ministre s'est entretenu avec son homologue à l'égard de l'affrontement des forces hostiles. 2.Le président déplore que la conjoncture risque d'être inquiète. 3.On a abordé, lors des négociations, le problème de réglementation de la situation tendue dans cette région mondiale. 4.La création de ces forces armées est affectée au traitement des crises mondiales. 5.La France cherche à suivre la politique du maintien de la paix. 6.Bien que la situation reste fragile, l'UE essaye d'y jouer le rôle pesant, voire décisif. 7.Les Ministres des finances ont évalué les moyens à enrayer la récession. 8.Les présidents ont entamé les négociations sur la réduction des forces armées. 9.L'indifférence drapée dans le principe de non-ingérence ne fait qu'aggraver les choses dans les proportions dramatiques ce qui n'implique pas forcément une intervention militaire, mais au moins une action diplomatique forte. 10.La situation déplorable sur le plan juridique se double d'un imbroglio juridique que le gouvernement n'a pas su se démêler. 11.Or, on a, de plus en plus, l'impression que cette démarche pourtant la plus censée est un leurre. 12.Les américains pouvaient espérer un soutien sans réserve, de leurs alliés, ils doivent aujourd'hui affronter de vives oppositions. 13.L'accord sur une trêve et des négociations de paix entre le gouvernement et les rebelles, a été démenti par la parole –parole des rebelles. 14. Ces accords furent l'aboutissement de près de deux années de négociations. 15. La Corée du Nord est prête à relancer le processus de rapprochement avec le Sud et à rouvrir des négociations avec les Etats-Unis-, a annoncé l'émmissaire du président. 16.La France est convaincue que l'usage de la force serait si lourd de conséquences qu'il ne serait envisagé qu'en dernier ressort. 17.L'option de la guerre serait à priori la plus rapide. 19.En revanche, nous devons prendre la mesure de l'impact qu'aurait sur ce plan une action militaire contestée actuellement. 20.La France n'exclue la possibilité qu'il faille recourir à la force, si les rapports des inspecteurs concluaient à l'impossibilité de se poursuivre.

TRADUIRE EN FRANÇAIS :

1." Ми підтримуємо боротьбу з тероризмом, з якою стикнулася світова спільнота, ми виступаємо проти будь-якого насильстває, - зазначив Надзвичайний і Повноважний посол України в США. 2.Президент нашої країни та Президент Європейського Банку реконструкції і розвитку досягли

згоди в тому, яким чином українська сторона підійде до питання визначення тарифів на електроенергію. 3.Цей договір покладе край холодній війні в цілому світі. 4.Поміж іншим,візит російського президента викликав бурхливе обговорення у світовій пресі. 5.Президенти підтвердили свою готовність розвивати відносини стратегічного партнерства,зокрема шляхом продовження діалогу на найвищому рівні. 6.Уряд наголосив на нагальності розробити і узгодити стратегію відносин з НАТО, яке орієнтоване на поступове набуття нашою країною повноправного членства в Альянсі. 7.Насильство в країнах Близького Сходу загострюватиме напружену обстановку в цьому регіоні, до якого прикована увага світової спільноти. 8. Офіційні сторони дійшли домовленості про початок найближчим часом інтенсивних консультацій з цього питання. 9.Після оприлюднення даної ідеї, стало зрозуміло, що така концепція має більше прихильників, аніж опозиціонерів. 10.Зустріч на високому рівні засвідчила,що обидві сторони досягли домовленості розпочати інтенсивні консультації з даного питання. 12.Президенти обмінялися теплими привітаннями та віддалилися для офіційних переговорів при закритих дверях. 13.На саміті багато дискусій було присв'ячено боротьбі з расизмом. 14.Однак, наша країна може розраховувати,що всі програми,які втілює РЄ принесуть їй користь. 15.Ця процедура триватиме аж до повного виконання зобов'язань українською стороною.

SOMMET DU G 8

(un entretien avec l'ancien ministre français des Affaires Étrangères

S. Hussein a été mis hors de nuire, les sanctions ont été levées par l'ONU et le G 8 ne va-t-elle pas se transformer en chambre d'enregistrement ?

Les Etats-Unis tentent d'utiliser les sommets pour faire cautionner leur ligne et leurs priorités du moment. Les Etats-Unis dominant depuis de dix ans. Cela ne doit empêcher la France d'utiliser le G8 comme une tribune.

Que pensez-vous de la politique étrangère des Américains dans l'Orient compliqué ?

Le renversement de Saddam est un acquis en Irak, les problèmes sont loin d'être réglés. La droite américaine a présenté la guerre en Irak comme un préalable indispensable au règlement du problème israélo-palestinien. Il y a quelques mois, j'avais appelé le président américain à imposer les solutions car

les leaders israéliens et palestiniens quels qu'ils soient ne peuvent assumer seuls les renoncements que cela imposera. S'ils parvient à imposer un accord, un Etat palestinien viable en 2005, dans les conditions qui assument l'équité pour les Palestiniens et la sécurité pour les Israels, nous devons reviser le jugement porté sur sa politique.

En Europe, la France plaide pour un monde multipolaire et Tony Blair pour un pôle occidental unique. Où se situe la bonne approche, étant entendu que „Europe – puissance” est toujours dans les limbes?

La France et son président prévoient un monde multipolaire et y sont favorables car ils ne veulent se résigner à un monde unipolaire. Mais le premier Ministre anglais estime que ce monde multipolaire n'est pas souhaitable. Sans doute a-t-il l'intuition que les autres pôles- russes, chinois, japonais- seraient hostiles à l'Occident. Et cela pour cela, qu'il voudrait un pôle occidental unique. Quels seraient les rapports entre ces pôles, y aurait-il une guerre des pôles? Ce débat mériterait d'être mené. L'expression „monde multipolaire” déplaît à l'équipe Bush parce qu'il y voit une contestation de la prééminence américaine. Or, elle ne veut ni adversaires, ni pouvoir rival ni concurrents d'autre pôle.

Les difficultés économiques de la France et de l'Allemagne ne diminuent-elles pas leur influence en Europe et dans le monde?

La fragilité des économies européennes est un vrai problème, mais on ne peut pas dire que l'économie japonaise soit mirobolante et les Etats-Unis eux-mêmes ne sont pas sûrs de la conjoncture qui prévaudra chez eux l'an prochain. En fait, tout le monde à l'intérieur de G 8 est conscient des interdépendances économiques. Le G 8 a ailleurs été pour ça.

Iriez-vous jusqu'à dire que le principal facteur d'instabilité dans le monde est l'Amérique?

Non, Les facteurs d'instabilité sont ailleurs dans les inégalités de richesses, les problèmes régionaux non réglés. La politique américaine n'est pas à l'origine de cette instabilité. Mais en prenant le contre-pied de tout ce qu'on a voulu bâtir en matière de communauté internationale depuis cinquante ans, en rédéfinissant à la machette les relations internationales, corrige-t-elle l'instabilité ou en prépare-t-elle l'aggravation?

Peut-on vivre sans règles et se passer complètement du système multilatéral, même quand on s'appelle les Etats-Unis?

S'en passer, non, ce n'est pas leur but, mais ne jamais en dépendre, surtout pour les questions de sécurité et leur faire prendre en charge un certain nombre

de questions globales, tout en marquant les lignes jaunes, ne pas s'y soumettre mais l'utiliser. Il faut néanmoins réfléchir au terme d'un compromis entre l'Empire et le reste du monde.

Les Etats-Unis jouent-ils sciemment la division des pays européens?

Pendant longtemps les autorités américaines ont soutenu la construction européenne. Ensuite, on avait eu des administrations ambivalentes qui appréciaient l'Europe économique, se résignaient à l'Europe monétaire mais se méfiaient de nos velléités politiques ou militaires. Maintenant on a à faire une administration délibérément hostile et diviseuse. Cela devrait nous encourager d'ailleurs, puisqu'elle fait mine de craindre un pouvoir européen rival, hommage du vice à la vertu.

EMPLOYEZ DES EXPRESSIONS DANS LES PHRASES :

Se buter à; une controverse; une dissension-; attiser un conflit-; un retrait des troupes-; concourir à un besoin impérieux-; sans désespérer.